



RAPPORT ANNUEL

Exercice clos le 31 décembre 2009

RAPPORT FINANCIER

1. RAPPORT DE GESTION	2
•Rapport du Président du Conseil d'Administration sur le contrôle interne.....	14
2. COMPTES CONSOLIDÉS	19
•Notes aux états financiers consolidés.....	23
•Information relatives aux honoraires des commissaires aux comptes	37
•Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	38
3. COMPTES SOCIAUX	40
•Annexe	43
•Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.....	53
•Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés.....	56
•Rapport des commissaires aux comptes sur le contrôle interne.....	57
3. ORGANE D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE DANE-ELEC MEMORY	59

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Les informations financières présentées dans le rapport financier annuel ont fait l'objet de rapport des contrôleurs légaux. Au titre de l'exercice 2009, les contrôleurs légaux ont formulé, sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée, les observations suivantes:

- Dans le rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 l'attention est attirée sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 2 de l'annexe.
- Dans le rapport sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 l'attention est attirée sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 2.2 de l'annexe, et sur la note 3 de l'annexe qui décrit les nouvelles normes et interprétations que le groupe a appliquées.

Monsieur David HACCOUN
Président du Conseil d'Administration
Le 14 juin 2010

1. RAPPORT DE GESTION

Du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Annuelle

en date du 29 juin 2010

Mesdames, Messieurs et Chers actionnaires,

Nous vous avons convoqués ce jour en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2009. Approbation du rapport du Conseil d'administration et des comptes afférents audit exercice. Quitus aux administrateurs.
2. Lecture des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice au 31 décembre 2009. Approbation du rapport du Conseil d'administration et des comptes consolidés afférents audit exercice.
3. Lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions de l'article L. 225-38, L 225-42 et suivants du Code de commerce. Approbation dudit rapport.
4. Affectation des résultats
5. Autorisation donnée à la société de racheter ses propres actions conformément à l'article L225-209 et suivant du Code de commerce.
6. Expiration des mandats de tous les administrateurs. Décision quant à leur renouvellement.
7. Pouvoirs pour formalités

I / Situation du Groupe Dane-Elec Memory

1. Rapport économique

Au cours de l'exercice 2009, le groupe Dane-Elec Memory a réalisé un chiffre d'affaires de 180,2 M€, en progression de 11,4% sur un an. Les variations de change ont eu un impact positif de 4,5 M€ sur l'ensemble de l'exercice.

Les ventes de produits de stockage (mémoires Flash et disques durs) ont représenté 91% de l'activité contre 5% pour les modules Dram et 4% pour la distribution de produits nomades (Intervalle).

Par zone géographique, la répartition du chiffre d'affaires consolidé est la suivante : 44% en Europe, 48% aux Etats-Unis et 8% dans la zone Asie / Proche-Orient.

En 2009, le succès de la stratégie commerciale, focalisée sur les offres innovantes et les produits sous-licences (Duracell, Hello Kitty, etc.) a permis à Dane-Elec Memory d'améliorer ses résultats trimestre après trimestre.

Dane-Elec Memory a également opéré un retour sur le marché B2B grâce à des offres innovantes (notamment NoLimit Memory) et à sa maîtrise progressive de l'approvisionnement en composants électroniques (Wafer).

Une action collective (class action) a été engagée à l'encontre de fabricants de mémoires DRAM pour entente sur les prix durant la période 1999-2002.

Cette procédure a pris fin en 2007 et les sociétés condamnées au paiement d'une indemnité; celle-ci, après honoraires versés aux avocats, a été répartie entre les différents plaignants en fonction de leurs achats respectifs. La société Dane Elec Memory a fait valoir ses droits en décembre 2007 en produisant ses justificatifs d'achat. Le montant de l'indemnisation reçue fin 2009 dans le cadre de la class action « DRAM ANTITRUST LITIGATION » à laquelle le groupe a participé en tant que plaignant est de 13 987 K\$.

Activité Mémoires – CA M€172: Evolution : +17%

- Mémoire Flash – CA consolidé M€ 141,8
L'activité Flash représente 79% du chiffre d'affaires du groupe.
- Mémoire DRAM – CA consolidé M€ 8,4
L'activité Dram représente 5% de l'activité du groupe.
- Nouveaux Produits – CA consolidé M€ 21,7

Produits nomades – CA M€8,2: Evolution : - 42%

La distribution des produits nomades commercialisés par la société Intervalle représente 5% du chiffre d'affaires du groupe. La baisse du chiffre d'affaires tient principalement à l'arrêt de la commercialisation des PDA de PALM. D'autres alternatives ont été envisagées avec d'autres constructeurs, mais n'ont pas donné, pour l'instant, de résultats probants.

Par ailleurs dans la conjoncture économique globale difficile les assureurs crédits ont réduit drastiquement le montant des encours. Cette situation a conduit certains fournisseurs d'Intervalle à privilégier les grossistes.

2. Rapport Financier

2.1 Résultat consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé au 31 décembre 2009 s'est élevé à M€ 180,2, soit +11,4% par rapport à 2008. En volume, les ventes sont en légère croissance.

Les ventes de produits de stockage (mémoires Flash et disques durs) ont représenté 91% de l'activité contre 5% pour les modules Dram et 4% pour la distribution de produits nomades.

CA en M€	2008		2009	
Mémoire	147,6	91%	172,0	95%
Produits nomades	14,2	9%	8,2	5%
Total Groupe	161,8	100%	180,2	100%

Le taux de marge brute est resté stable sur l'exercice, à 12,1 % du chiffre d'affaires. L'apport des ventes à plus forte valeur ajoutée (produits sous licence de marque notamment) a été compensé par la pression, jusqu'au 4^{ème} trimestre, sur les marges des produits standardisés.

Marge en %	2008	2009
Mémoire	12,0 %	11,9 %
Produits nomades	13,0 %	14,8 %
Groupe	12,1 %	12,1 %

Les charges d'exploitation annuelles, y compris les amortissements et les dotations aux provisions, se sont établies à 26,8 M€, en diminution de 2,6 M€ par rapport à l'année passée principalement au second semestre.

Les charges de personnel s'élèvent à 13,4 M€ soit une baisse de l'ordre de 6,3%. Le nombre de salariés est passé de 291 en moyenne en 2008 à 274 en 2009.

Concernant par ailleurs les frais récurrents, le groupe a su maîtriser ses frais généraux.

La charge financière consolidée présentée ci-dessous

K€	2008	2009
Coût de l'endettement financier	- 754	- 228
Autres produits et charges financières	+52	-392
Résultat financier	-806	-620

2.2 Bilan et financement

Stocks :

Les stocks ont évolué comme suit sur la période:

K Euros	2008	2009	Variation
Stock brut	25 716	26 810	1 094
Dépréciation	4 838	3 579	1 259
Stock net	20 878	23 231	2 353

Le stock brut a diminué de l'ordre de 4.25% en valeur brute et de 11.27% en valeur nette. La durée de rotation est de 46 jours à fin 2009.

Clients

K Euros	2008	2009
Clients bruts	47 768	44 776
Dépréciation	-1 663	-1 885
Clients nets	46 105	42 892

Fournisseurs

La dette auprès des fournisseurs se situe à fin 2009 à 19,9 M€.

Endettement bancaire

L'endettement bancaire est constitué de prêt remboursable permettant de financer le besoin de fonds de roulement, aucun covenant n'est attaché à ses lignes.

K€	2008	2009
Endettement bancaire courant	8 689	13 795 (1)
Emprunt	6 800	4 890
Disponibilités	-2 878	-6 615
Endettement net	12 611	12 070

(1) dont 3 746K€ d'affacturage

Suite à une renégociation avec nos banques, fin 2008, certaines lignes de nos découverts bancaires Natixis et Caisse d'Epargne ont été reclassés en emprunts à moyen terme pour un total de 6,5 millions d'euros. Ces emprunts sont libellés en euros à des taux court terme basés sur l'indice Euribor 1 mois + 0,8% à hauteur de 5 million d'euros et Euribor 1 mois + 1% à hauteur de 1,5 millions d'euros à échéance du 30 juin 2011.

Les concours bancaires à moins d'un an à l'origine sont libellés en euros à des taux court terme variables basés sur l'indice EONIA JJ + 0,8% et Euribor 3 mois +0,70%.

La région Picardie nous a accordé un prêt de 300 K€ à taux zéro en février 2008. Ce prêt est remboursable sur 6 ans par annuités constantes et avec un différé de remboursement d'un an.

La société Dane-Elec SA a eu recours à l'affacturage partiel en octobre 2009 et la dette à la fin de l'exercice s'élève à 3 746K€.

Tableau des flux de trésorerie nette

La capacité d'Autofinancement est positive à hauteur de 2.3 M€ La variation du BFR est négative de 1,1 M€ Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement de 1,7 M€ résultent principalement du recours à l'affacturage.

Effectifs

L'effectif moyen est passé de 291 personnes à 274 personnes en 2009 résultant de la profonde réorganisation du groupe

II / Situation de la société mère DANE-ELEC MEMORY SA

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Memory S.A. s'élève à 75 775 K€ à comparer à 95 878 K€ au titre de l'exercice 2008. Le résultat net de l'exercice est de 422 K€ par rapport à <4 836> K€ l'année précédente.

En application de la loi LME (Loi sur la Modernisation de l'Economie), le tableau ci-dessous présente la décomposition, à la clôture de l'exercice du solde à l'égard des fournisseurs de la société Dane-Elec Memory.

	Echu	Non échu			Total
		Payable en janvier	Payable en février	Payable en mars	
Fournisseurs France	302	274	37	1	614
Fournisseurs Export	195	384	254		833
Fournisseurs Inter-société		3 030			3 030
Factures Non Parvenues				660	660
Total	497	3 688	291	1	5 137

III / Situation des filiales

DANE-ELEC SA (France)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec S.A. s'élève à 36 688 K€ à comparer à 38 382 K€ au titre de l'exercice 2008.
Le résultat net de l'exercice est de <297> K€ par rapport à <1 666 K€> l'année précédente.

INTERVALLE SA (France)

Le chiffre d'affaires d'Intervalle s'élève à 8 207 K€ à comparer à 14 324 K€ au titre de l'exercice 2008.
Le résultat net de l'exercice est de <370> K€ par rapport à 320 K€ l'année précédente.

IDEAPACK SA (France)

Le chiffre d'affaires d'Ideapack, plateforme logistique européenne pour le groupe, s'élève à 1 387 K€ à comparer à 1 176 K€ au titre de 2008.
Le résultat net de l'exercice est de 10 K€ par rapport à 76K€ en 2008.

DANE-ELEC Corp. (Etats-Unis)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Corp. s'élève à 151 197 KUSD (108 801 K€) à comparer à 94 083 KUSD (60 726 K€) au titre de l'exercice 2008.
Le résultat net de l'exercice est de 66 K\$ (soit 47 K€) par rapport à 232 K\$ (soit 159 K€) l'année précédente.

DANE-ELEC Manufacturing (anciennement C. Memory)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Manufacturing s'élève à 40 801 KUSD (soit 29 360 K€) à comparer à 75 001 KUSD (soit 51 241 K€) au titre de l'exercice 2008.
Le résultat net de l'exercice est de 2 369 K\$ (soit 1 705 K€) par rapport à <23> k\$ (soit 16 k€) l'année précédente.

DANE-ELEC Ltd. (Royaume-Uni)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Ltd. s'élève à 3 845 KGBP (4 317 K€) à comparer à 5 154 KGBP (6 496 K€) au titre de l'exercice 2008.
Le résultat net de l'exercice est de <245 KGBP> (soit <275 K€>) par rapport à <1 073 KGBP> (soit <1 350 K€>) l'année précédente.

DANE-ELEC Spain. (Espagne)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Spain s'élève à 13 561 K€ à comparer à 17 252 K€ en 2008.
Le résultat net de l'exercice est de <209 K€> par rapport à <2 488 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC NV. (Belgique)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec NV s'élève à 4 427 K€ par rapport à 5 005 K€ au titre de l'exercice 2008.
Le résultat net de l'exercice est de <202 K€> par rapport à <823 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC MEMORIES BV. (Pays-Bas)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Memories BV. s'élève à 6 262 K€ à comparer à 9 811 K€ au titre au titre de l'exercice 2008.
Le résultat net est de <298 K€> par rapport à <1 880 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC GmbH (Allemagne)

Cette société est en sommeil et n'a pas généré de chiffre d'affaires en 2009.
Le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'exercice 2008 était de 1 246 K€
Le résultat net est de <66 K€> par rapport à <780 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC DK ApS (Danemark)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec DK Aps s'élève à 17 568 KDKK (soit 2 359 K€) à comparer à 37 956 KDKK (soit 5 090 K€) au titre de l'exercice 2008.
Le résultat net est de <2 666 KDKK> (soit <358 K€>) par rapport à <3 994 KDKK> (soit <469 K€>) l'année précédente.

DANE-ELEC ITALIA. (Italie)

Cette société est en sommeil. Le chiffre d'affaires de 2009 (régularisations) est de <43 K€>. Le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'exercice 2008 était de 1 833 K€ Le résultat net est de <202 K€> par rapport à <357 K€> l'année précédente.

Dane Elec ISRAËL (Israël)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Israël s'élève à 5 394 KILS (soit 988 K€) à comparer à 5 899 KILS (soit 1 124 K€) au titre de l'exercice 2008. Le résultat net est de <3 659 KILS> (soit <670 K€>) par rapport à <4 350 KILS> soit <829 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC MEMORY ASIA LIMITED (Hong Kong)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Asia Limited est de 2 971 KUSD (soit 2 138 K€) à comparer à 1 855 KUSD (soit 1 267 K€) au titre de l'exercice 2008. Le résultat net s'élève à 233 KUSD (soit 168 K€) par rapport à 22 KUSD (soit 15 K€) l'année précédente.

DANE-ELEC MEMORY TAIWAN COMPANY

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Memory Taiwan Company s'élève à 17 774 KUSD (soit 12 790 K€) à comparer à 2 098 KUSD (soit 1 433 K€) au titre de l'exercice 2008. Le résultat net est de 330 KUSD (soit 238 K€) par rapport à 348 KUSD (soit 238 K€) l'année précédente.

DANE-ELEC MEMORY CHINA COMPANY LIMITED

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec China Company Limited s'élève à 288 KCNY (soit 30 K€) à comparer à 990 KCNY (soit 97 K€) au titre de l'exercice 2008. Le résultat net de l'exercice est de <1 146 KCNY> (soit <121 K€>) par rapport à <1 376> KCNY (soit 135 K€) l'année précédente.

DANE-ELEC DEVELOPPEMENT SARL (France)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Développement s'élève à 475 K€, à comparer à 417 K€ au titre de l'exercice 2008. Le résultat net de l'exercice est de 0 K€ par rapport à <148 K€> l'année précédente.

INTERNET COMMERCE NETWORK SARL (France)

La société ICN a été mise en sommeil au cours de l'exercice 2001. Il ne reste aucun salarié depuis le 1 janvier 2002 et les charges comptabilisées se limitent à des frais résiduels de fin de contrat, le résultat s'élève à <1 K€> à fin 2009.

DANE-ELEC MIDDLE EAST FZE - DUBAI

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Middle East FZE s'élève à 3 975 KAED (soit 778 K€) à comparer à 76 KAED (soit 14 K€) au titre de l'exercice 2008. Le résultat net de l'exercice est de 0 K€ par rapport à <609> KAED (soit <113 K€>) l'année précédente.

IV / Activité de Recherche et Développement

Le groupe poursuit ses efforts en matière de recherche et développement afin de poursuivre sa stratégie de différenciation par la commercialisation de produits innovants. Dane-Elec Memory a augmenté les ressources allouées aux activités de Recherche et Développement, en France, en Israël et en Chine. En 2009, les dépenses de R&D ont atteint 1.1 M€ et sont en totalité comptabilisées en charge de l'exercice.

Ces efforts ont notamment permis à Dane-Elec Memory la présentation en janvier 2010, à l'occasion du CES de Las Vegas (Etats-Unis), sa nouvelle offre baptisée *myDitto*.

Avant même sa commercialisation Dane-Elec Memory a reçu une nomination aux CES Innovations Awards pour cette nouvelle offre.

V / Résultats

Le résultat comptable de l'exercice, soit un bénéfice de 771 k€, sera affecté au compte de report à nouveau.

VI / Dépenses non déductibles

Nous vous demandons également de bien vouloir approuver un montant global de 69 600 € comptabilisé en amortissements excédentaires (article 39-4 du Code Général des Impôts) et autres amortissements non déductibles pour la détermination du résultat fiscal.

VII / Risques environnementaux

Compte tenu de son activité, le Groupe n'est pas particulièrement exposé aux risques industriels et environnementaux. L'unité industrielle à Galway en Irlande est certifiée « Green » afin d'assurer les garanties écologiques aux grands groupes tel que Sony pour qui ce label est une condition indispensable avant de nouer des relations commerciales.

VIII / Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

Risque de change

Le groupe utilise des instruments financiers afin de gérer et de réduire son exposition aux risques de fluctuation des cours de change. Ces risques résultent d'achats réalisés en dollars américains. Les flux de trésorerie futurs sont partiellement couverts par ces achats fermes à terme.

Ces instruments sont négociés auprès d'établissements de premier plan.

La société s'interdit d'exploiter ses positions de change à des fins spéculatives.

Risque de taux

Les lignes bancaires du Groupe sont de nature court terme "revolving" rémunérées à des taux variables à partir des bases Eonia et Euribor.

Risque Fournisseur

Concernant Intervalle, la filiale des Produits nomades (5% du chiffre d'affaires du Groupe), deux des fournisseurs historiques ont stoppé leur activité engendrant une baisse de chiffre d'affaires de plus de 40%. La politique mise en œuvre par Intervalle visant à ajouter, remplacer et à compléter ces gammes de produits existantes devrait profiter de la signature de nouvelles références, comme le fabricant, Dell.

Risque client

En ce qui concerne la clientèle du Groupe, aucun compte individuel ne dépasse 5% du chiffre d'affaires consolidé. La politique du Groupe est de s'assurer par défaut auprès d'une compagnie d'assurance crédit contre tout risque de non-paiement.

Risque prix et stock

Le risque prix, que ce soit sur l'achat des composants nécessaires à la production, ou sur le prix de vente des produits finis, est composé de deux éléments :

- un risque de change, sur les achats de composants et les ventes de produits qui se font en dollar,
- un risque de variation des prix des composants.

Sachant que le Groupe se couvre contre le risque de change en dollar à l'achat.

Du fait d'une constante innovation technologique et de produits dont le cycle de vie parvient rapidement à maturité, la tendance des prix sur le produit mémoires est située à la baisse. Toutefois, des produits plus performants sont sans cesse lancés dans lesquels nos produits, mémoires Flash notamment, peuvent être intégrés permettant ainsi un maintien des positions commerciales.

Lors de chaque changement de génération de puces mémoires, la volatilité intrinsèque du marché peut induire, pendant une période plus ou moins longue, de fortes variations de prix. Le facteur de risque le plus important pour le Groupe est de faire face à une situation de sur-stockage pendant une période de baisse des prix brutale.

Afin de minimiser les risques liés à la dépréciation de ses stocks, le Groupe Dane- Elec a mis en place des accords de consignation de marchandises auprès de certains gros fournisseurs, et des systèmes de protection de prix destinés à réduire les risques liés à une trop forte volatilité des prix (en place en France, aux USA et en Irlande).

Par ailleurs, le Groupe Dane- Elec s'attache toujours à assurer une rotation rapide de ses stocks et à optimiser au mieux la gestion de ses approvisionnements.

Risque informatique

La croissance rapide du groupe a conduit à des développements successifs et spécifiques du système d'information dans les domaines comptables, gestion des achats et des stocks, et de la gestion commerciale. Ces mutations ont été suivies par des équipes dédiées en interne sur une plateforme unique utilisée par l'ensemble des sociétés du Groupe. Ce système dispose d'une sécurité des données jugée satisfaisante par le Groupe mais ne saurait constituer une totale garantie contre une éventuelle défaillance. Une défaillance importante de ce système informatique pourrait avoir des conséquences sur les résultats et la situation financière du Groupe. La portée d'un tel incident est limitée par le suivi d'une procédure de sauvegarde structurée.

L'orientation du Groupe en faveur des logiciels professionnels communs et uniformes, facilement répliquables à l'international, permet à la fois d'optimiser le service rendu aux clients du groupe, d'identifier de façon précise les sources de gains de productivité latente et d'intégrer rapidement tout nouveau site dans le schéma informatique.

Risque lié à la structure financière du Groupe

En 2008, le groupe a renégocié une partie de ses lignes de crédit avec ses partenaires financiers. Un encours de 6,5 M€ a ainsi été transformé en dette à moyen terme.

Des lignes de découvert sont partiellement utilisées et permettent de financer les variations de besoin en fonds de roulement. Elles s'élèvent à 11,5 M€. Le montant non utilisé des lignes de trésorerie s'élève à 6 277K€ à la clôture.

A fin décembre, la trésorerie nette à court terme était de <3 M€> contre <5.8 M€> l'an passé. Les fonds propres s'élevaient à 35.6 M€ à fin décembre 2009.

Risque industriel

Les risques industriels sont limités et bien circonscrits : le risque d'incendie est maîtrisé sur toutes les usines par des dispositifs de détection incendie (et d'intrusion) complétés par un gardiennage pendant les périodes d'inactivité (week-ends, nuits).

Les risques de pollution sont très faibles dans les métiers de Dane-Elec Memory. Le traitement des effluents n'est pas un problème qui se pose sur les sites de production. L'exercice des métiers de Dane-Elec Memory n'est soumis à aucune réglementation spécifique.

D'une manière générale, l'ensemble des risques industriels y compris le risque de perte d'exploitation fait l'objet d'assurances en conformité avec les usages de la profession.

La gestion des assurances est centralisée au niveau du siège en vue d'une optimisation en matière de couverture et de coût de l'ensemble des risques identifiés.

Risques liés à l'incapacité de la Société à gérer son développement, sa croissance et sa mutation

Nos produits sont des accessoires d'autres produits à cycle de vie court d'une part, l'avancée technologique est en constante mutation d'autre part, ce qui engendre une pression significative sur le fonctionnement, les ressources et la gestion du groupe nécessitant souplesse, flexibilité, appréhension des marchés et maîtrise des fondamentaux : stocks, produits et relations commerciales.

Les résultats futurs de la Société, sa capacité à offrir ses services et à mettre en œuvre son plan de développement vont dépendre en partie de la capacité de ses dirigeants et de son personnel clé à mettre en place et perfectionner ses systèmes de contrôle financier, opérationnel et de gestion, ainsi qu'à recruter, former et diriger un personnel compétent, tout en gardant sa flexibilité en matière de maîtrise de coûts. Si la Société ne parvient pas à gérer efficacement sa croissance ou mutation, sa santé financière et ses résultats d'exploitation pourraient en être affectés.

Risques liés au personnel, à l'équipe dirigeante et aux hommes clés de la Société

L'expansion et le succès du groupe vont dépendre de sa capacité à recruter, former, encadrer et motiver son personnel à venir. Les principaux dirigeants de la Société, qui ont une expérience unique de son activité, jouent un rôle essentiel dans son développement.

La Société n'a pas contracté de police d'assurance couvrant la perte d'hommes clés. Si la Société est incapable d'attirer et de fidéliser un personnel qualifié, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses perspectives pourraient en être affectés.

IX / Informations complémentaires

A) En application de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous précisons que :

- 1) Aucune modification n'a été apportée, durant l'exercice, au mode de présentation des comptes et aux méthodes d'évaluation à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire pour le groupe (Cf. "3. Principes comptable" des notes aux Etats Financiers Consolidés).
- 2) Les sociétés contrôlées sont les suivantes :
 - DANE-ELEC S.A., à raison de 105.494 actions, soit 99,99% du capital social,
 - DANE-ELEC Développement SARL, à raison de 498 parts sociales, soit 99,60% du capital social,
 - INTERVALLE S.A., à raison de 4.953.008 actions, soit 99,85% du capital social,
 - Internet Commerce Network - ICN SARL à raison de 1 750 parts sociales, soit 70% du capital social,
 - IDEAPACK, SAS, à raison de 100% du capital social
 - SCI Dane, à raison de 20 parts sociales, soit 10% du capital social,
 - SCI Dane 2, à raison de 10% du capital social,
 - DANE-ELEC Limited, à raison de 99,80% du capital social,
 - DANE-ELEC Belgique, à raison de 99,84% du capital social,
 - DANE-ELEC GmbH, à raison de 96% du capital social,
 - DANE MEMORIES B.V., à raison de 99,99% du capital social,
 - DANE-ELEC Israël, à raison de 98% du capital social,
 - DANE-ELEC DK ApS, à raison de 99% du capital social,

- DANE-ELEC Corp., à raison de 100% du capital social,
- DANE ELEC Manufacturing, à raison de 99,80% du capital social.
- Dane Elec Italia, à raison de 100% du capital social,
- Dane Elec Memory Asia Limited., à raison de 100% du capital social,
- Skilltech Limited, à raison de 100% du capital social,
- Dane-Elec Memory Taiwan Company, à raison de 100% du capital social,
- Dane-Elec Memory China Company Limited, à raison de 100% du capital social,
- Dane-Elec Spain, à hauteur de 97 % du capital social,
- Dane-Elec Middle East FZE, à hauteur de 100% du capital social.

4) En application de l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les participations supérieures au vingtième, au dixième, au cinquième, au tiers ou à la moitié du capital de notre société :

- Financière DH SARL détient plus du cinquième du capital social,
- Financière NB SARL détient plus du cinquième du capital social,
- Monsieur Nessim Bodokh détient plus du dixième du capital social,
- Monsieur David Haccoun détient plus du dixième du capital social,

5) En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois exercices précédents, il n'a été mis en distribution aucun dividende.

B) En application de l'article L.225-102.1 du Code de commerce, nous vous précisons que :

1) La rémunération totale et les avantages de toute nature versés durant l'exercice par la Société à Monsieur David Haccoun, Président Directeur Général, s'élève à 310 574€ avantage en nature 4 573€.

La rémunération totale et les avantages de toute nature versés durant l'exercice par la Société à Monsieur Nessim Bodokh, Directeur Général délégué s'élève à 310 574€ avantage en nature 4 573€.

Les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire au titre de l'article 83 du Code de travail avec versement sous forme de rente viagère d'un montant annuel de 32 936€.

2) Monsieur David Haccoun, Président Directeur Général, a perçu une rémunération de 86 352€ (\$ 120000) et part variable de 719 600€ (\$ 1 000 000) de la part de Dane-Elec Corp, une société contrôlée au sens des dispositions de l'article L.233-16.

Monsieur Nessim Bodokh, Directeur Général Délégué, a perçu une rémunération de 86 352€ (\$ 120000) et part variable de 719 600€ (\$ 1 000 000) de la part de Dane-Elec Corp, une société contrôlée au sens des dispositions de l'article L.233-16.

3) La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux restera annexée au présent rapport.

4) En application de l'article L.225-39 du Code de commerce, la liste et l'objet des conventions conclues par la Société à des conditions normales ont été communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil et aux Commissaires aux comptes. Cette liste est tenue à la disposition des actionnaires au siège social.

5) En application de l'article D 148 alinéa 2, nous vous informons que la direction générale de la société est exercée par le Président du Conseil d'administration.

6) En application des dispositions de l'article L.225-102-1 alinéa 4, les informations visées audits articles figurent en annexe 1.

7) En application des dispositions des articles L.225-177 à L.225-186, restera annexé (annexe 2) au présent rapport, un rapport spécial contenant les informations visées audits articles.

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce, nous vous précisons que le rapport complémentaire du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne est joint en annexe (annexe 3).

X / ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE DANE-ELEC MEMORY

Mandataires sociaux

Président Directeur Général: Monsieur David HACCOUN

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur et Directeur Général Délégué de DANE-ELEC S.A.
Président Directeur Général d'INTERVALLE S.A.
Gérant de DANE-ELEC DEVELOPPEMENT SARL
Président IDEAPACK, SAS
Gérant de FINANCIERE D.H. SARL
Cogérant de la SCI DANE et de la SCI DANE 2
Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.
Directeur de DANE-ELEC LIMITED
Gérant de DANE-ELEC GmbH
Gérant de DANE-ELEC MEMORIES BV
Directeur de DANE-ELEC ApS
Directeur de DANE-ELEC MANUFACTURING
Vice-Président de DANE-ELEC Corp. USA
Directeur de DANE-ELEC MEMORY ASIA LIMITED
Directeur de SKILLTECH LIMITED
Directeur de DANE-ELEC ISRAEL
Président du Conseil d'Administration et Administrateur de DANE-ELEC MEMORY CHINA COMPANY LIMITED
Directeur de DANE-ELEC MEMORY TAIWAN COMPANY,
Administrateur de DANE-ELEC SPAIN
Administrateur de DANE ELEC MIDDLE EAST FZE

Administrateur et Directeur Général Délégué : Monsieur Nessim BODOKH

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Président Directeur Général de DANE-ELEC S.A.
Administrateur d'INTERVALLE S.A.
Gérant de FINANCIERE N.B. SARL
Gérant d'INTERNET COMMERCE NETWORK SARL
Cogérant de la SCI DANE et de la SCI DANE 2
Directeur de DANE-ELEC MANUFACTURING
Président de DANE-ELEC Corp. USA
Administrateur Unique de DANE-ELEC ITALIA SRL
Directeur de DANE-ELEC MEMORY ASIA LIMITED
Directeur de SKILLTECH LIMITED
Directeur de DANE-ELEC ISRAEL
Administrateur de DANE-ELEC MEMORY CHINA COMPANY LIMITED
Directeur de DANE-ELEC MEMORY TAIWAN COMPANY
Administrateur de DANE-ELEC SPAIN
Administrateur de DANE ELEC MIDDLE EAST FZE

Administrateur: Madame Karine STIOUI

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur de DANE-ELEC S.A.

Représentant permanent de DANE-ELEC MEMORY au Conseil d'administration d'INTERVALLE

Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.

Administrateur : Madame Dominique BEN ITAH

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur de DANE-ELEC S.A.

Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.

XI / Perspectives du groupe

En 2010, Dane-Elec Memory va poursuivre sa politique de différenciation et de montée en gamme pour accroître la valeur ajoutée générée par ses produits.

Dans le domaine des approvisionnements, le groupe opère un repositionnement stratégique consistant à sécuriser, en amont, la fourniture en matières premières (Wafer) directement auprès des fabricants. Cette politique permettra progressivement d'accroître les débouchés commerciaux potentiels (possibilité de vente OEM) et offrira une plus grande flexibilité dans la gestion des stocks.

Sur le segment des mémoires Flash, principalement les clés USB, Dane-Elec Memory poursuivra en 2010 sa politique de licensing avec la volonté de se positionner sur des marques du segment Premium ou sur des niches de marché (enfants, adolescents, surfeurs, etc.). De nouvelles références (*Burton, Rip Curl, Quicksilver*, etc.) viendront renforcer, dans le courant de l'année, le portefeuille de marques (*Duracell, Hello Kitty*).

En parallèle, Dane-Elec Memory va maintenir ses efforts de Recherche et Développement et de Marketing afin de réussir le lancement de ses nouveaux produits. A partir du 2^{ème} trimestre 2010, Dane-Elec Memory va commercialiser *myDitto*, solution permettant d'accéder, de n'importe où et sans aucune configuration, à ses données stockées et sécurisées sur un disque dur externe installé à la maison ou au bureau. Le groupe a également relancé son stylo numérique (*zPen*) avec un positionnement auprès des enfants et une campagne marketing adaptée.

La société Intervalle devrait progressivement récolter les fruits de son repositionnement sur le segment B2B. Intervalle a notamment signé un accord de distribution avec le fabricant d'ordinateurs *Dell*.

XII / Evénements importants survenus depuis la clôture

Le Groupe a poursuivi courant 2010 des discussions avec ses partenaires financiers afin de pérenniser les moyens de financement de ses opérations et de son développement. Le Groupe considère que ces négociations devraient aboutir et a, en conséquence, préparé ses états financiers 2009 sous le principe de continuité de l'exploitation.

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices.

NATURE DES INDICATIONS	2005	2006	2007	2008	2009
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	7 409 145	8 076 827	8 178 970	8 179 019	8 179 019
Nombre d'actions ordinaires	23 153 577	25 240 083	25 559 283	25 559 433	25 559 433
Operations et résultats de l'exercice					
CAHT	140 005 122	125 171 891	118 353 362	95 877 516	75 774 830
Résultat avant impôts, participation et DAP	6 161 124	1 391 856	2 730 487	-255 607	1 868 519
Impôt sur les bénéfices	-234 725	-326 280	-318 569	2 737 002	354 671
Résultat après impôts, participation et DAP	5 841 469	1 199 257	91 393	-4 835 682	420 992
Dividende versé	0	0	0	0	0
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation mais avant DAP	0,26	0,04	0,09	0,10	0,09
Résultat après impôts, participation et DAP	0,25	0,05	0	-0,19	0,02
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
Personnel					
Effectif moyen	28	31	34	36	39
Montant de la masse salariale	1 784 598	2 239 784	2 217 072	2 461 082	2 057 577
Charges sociales	756 980	951 191	919 084	1 062 416	927 490

ANNEXE I

Informations communiquées en application de l'article L.225-102-1, alinéa 4 du code du commerce.

Moyenne des effectifs en France

La moyenne des effectifs est passée de 108 salariés en 2008 à 104 salariés en 2009.

La moyenne des intérimaires s'établit à 6,59 équivalent temps plein en 2009 contre 7,08 en 2008. La baisse est significative pour toute la France à l'exception d'Ideapack dont le taux d'utilisation est passé de 3,75 en 2008 à 5,5 en 2009. Cet accroissement s'explique notamment par l'augmentation de la production et de l'assemblage des disques durs.

Effectifs

Au 31 décembre 2009, les effectifs France s'établissent à 101 salariés contre 111 salariés fin 2008.

Les mouvements de personnel font apparaître pour 2009 soit 33 arrivées pour 43 départs.

IDEAPACK SAS filiale intégrée au 01/03/2007 a stabilisé son évolution pour arriver à une moyenne annuelle de 25 salariés à fin 2009.

Les effectifs en France en pourcentage des effectifs groupe représentent cette année 38% des effectifs du groupe fin 2009 (sur un effectif groupe de 275 personnes), ce qui est équivalent au pourcentage des effectifs de 2008 qui était de 37%.

La répartition entre les contrats à durée déterminée, les Apprentis et les Contrats de qualification figure en annexe 1.1.a

La répartition des salariés par sexe et qualification figure en annexe 1.1.b.

La masse salariale (hors charges sociales) s'établit à :

Sociétés	2009	2008
Dane-Elec Memory S.A.	2 012 064 Euros	2 425 256 Euros
Dane-Elec S.A.	813 487 Euros	900 483 Euros
Intervalle S.A.	491 109 Euros	565 611 Euros
Dane-Elec Développement S.A.R.L	159 850 Euros	105 427 Euros
Ideapack S.A.S.	507 035 Euros	509 131 Euros
Total	3 983 545 Euros	4 505 908 Euros

La diminution des salaires 2009 par rapport à 2008 s'explique tout d'abord par une baisse des effectifs mais aussi par la mise en place de réductions temporaires des salaires selon l'échelle suivante :

Salaires compris entre 55.000 et 70.000 euros	- 5 %
70.000 et 100.000 euros	- 10 %
supérieur à 100.000 euros	- 15 %

Ces réductions ont permis une économie d'environ 11,2 % de la masse salariale.

Charges sociales

- a) 8% des salaires de DANE ELEC SA (filiale de distribution) et des salaires d'INTERVALLE sont versés au titre d'un variable. Par voie de conséquence, le pourcentage de charge calculé sur ces variables diminue les allègements et augmente les cotisations.
- b) Les salaires sont révisés selon les règles conventionnelles (convention collective N°3044 du commerce de gros et N°3066 de la Plasturgie).

Les sociétés françaises ont conservé un horaire de temps de travail collectif de 39 heures en 2008 et, selon les règles conventionnelles, les collaborateurs bénéficient en conséquence :

- Pour les salariés non cadre au forfait dépendant de la convention collective N°3044 du commerce de gros, de jours de repos (jours de bonification) correspondant à 25 % des heures accomplies entre la 36^{ème} et la 39^{ème} heure travaillée.
- Pour les salariés non cadre au forfait dépendant de la convention collective N°3066 de la Plasturgie, d'une majoration de salaire correspondant à 25 % des heures accomplies entre la 36^{ème} et la 39^{ème} heure travaillée.

Les sociétés françaises bénéficient de contrats de santé, de prévoyance et de chèques déjeuners.

- c) Des actions de formation ont été organisées en 2009. Elles ont été consacrées essentiellement à des cours d'anglais, du juridique, mais aussi à des mises à niveau CACES ainsi que sur EXCEL.
- d) Les sociétés françaises font appel pour le recrutement de leurs salariés à des organismes spécialisés (cabinets de recrutement, chasseurs de tête, sociétés d'Interim, etc.) ou font elles-mêmes le recrutement par voie d'annonce ou cooptation. Elles sollicitent également les salariés pour des promotions internes.
- e) La société est qualifiée ISO 9001 (version 2008).

Des communiqués et des revues de presse sont régulièrement diffusés afin d'informer les salariés sur les activités et sur l'évolution du groupe.

ANNEXE I.1

Annexe I.1.a

Répartition entre contrats à durée déterminée, d'apprentissage et contrats de qualification

Moyenne 2009

ENTITÉS	CDD	APPRENTIS	CONTRATS DE PROFESSIONALISATION
Dane-Elec Memory	1,13	2,62	1,28
Dane-Elec S.A.	0,09	-	2,78
Intervalle	0,09	-	2,84
Dane-Elec Développement	-	-	-
Ideapack S.A.S	0,17	-	-

Moyenne 2008

ENTITÉS	CDD	APPRENTIS	CONTRATS DE PROFESSIONALISATION
Dane-Elec Memory	1,41	1,66	0,55
Dane-Elec S.A.	0,09	1,36	2,02
Intervalle	0,78	–	2,78
Dane-Elec Développement	–	–	–
Ideapack S.A.S	–	–	–

Annexe I.1.b

Répartition des salariés par sexe et qualification

Moyenne 2009

SALARIÉS	H	F	TOTAL
Cadres	30	11	41
Non Cadres	28	35	63
TOTAL	58	46	104

Moyenne 2008

SALARIÉS	H	F	Total
Cadres	29	10	39
Non Cadres	33	36	69
Total	62	46	108

ANNEXE II**■ Informations communiquées en application des articles L.225-177 à L.225-186**

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès directement ou indirectement au capital de la société, à l'exception de ce qui suit :

Par décision du Conseil d'Administration du 15 octobre 2002, suivant autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du même jour, la société a mis en place un plan d'options de souscription d'actions aux salariés du groupe. Ce plan a expiré depuis le 2 janvier 2009.

	Plan de stocks options
Date du Conseil s'administration	15/10/02
N° Options attribuées à l'origine	580.200
-les mandataires sociaux	néant
-les dix premiers attributaires salariés	274 500
N° Options restantes 31/12/09	43.850
Date d'expiration	02/01/09
Options levées 2009	0

■ Informations communiquées en application des articles L.225-208 et L.225-209

	Actions propres
Nombre d'actions au 31 12 08	1 020 156
Nombre d'actions achetées en 2009	0
Nombre d'actions vendues en 2009	0
Cours moyen des achats	-
Cours moyen des ventes	-
Nombre d'actions au 31 12 09	1 020 156
Valeur brute au 31 12 09	2 889 340
Valeur nette au 31 12 09	1 377 210

■ Informations communiquées en application des articles L. 225-100

La société Dane-Elec Memory a procédé à une émission d'actions à bons de souscription d'actions remboursables (ABSAR) le 14 juin 2006. Un total de 2 019 006 ABSAR a été émis à un prix unitaire de 3.95. Les bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) peuvent être exercés à tout moment jusqu'au 11 juillet 2013 inclus. Deux BSAR donnent droit de recevoir une action nouvelle au prix d'exercice de 5,13 €.

Nombre de BSAR émis	2 019 006
Nombre de BSAR exercés en 2006	240
Nombre de BSAR exercés en 2007	60
Nombre de BSAR exercés en 2008	0
Nombre de BSAR exercés en 2009	0
Nombre de BSAR restant	2 018 706

2 018 706 BSAR, instruments de capitaux propres, restent en circulation. Ils donnent droit à leurs détenteurs de souscrire 1 009 353 actions nouvelles.

■ Informations communiquées en application des articles L.225-209 du Code de Commerce

Conformément à l'article L.225-209 du code de Commerce, l'Assemblée Générale a, le 29 juin 2009, délégué au Conseil d'administration, la faculté de procéder à une augmentation de capital.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2009, aucune augmentation du capital n'a été effectuée.

ANNEXE III

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE CONTROLE INTERNE

Conformément aux dispositions de l'article 225-37 du Code de commerce, le présent rapport a été établi par Monsieur Haccoun en sa qualité de Président du Conseil d'Administration de la société DANE –ELEC MEMORY.

Il a pour objet de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place. En outre, le présent rapport précise également les limitations apportées par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du directeur général de la société, Monsieur David Haccoun.

Le présent rapport a été présenté puis approuvé devant le Conseil d'Administration de la société qui s'est tenu le 12 mars 2010.

CONDITIONS DE PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

A- Généralités

Le Conseil d'Administration est composé de quatre membres, dont les deux dirigeants / fondateurs et leurs épouses. Ayant créé le Groupe de toute pièce, et restant fortement impliqués dans le fonctionnement de l'entreprise au jour le jour, ils ont une connaissance intime des systèmes, des personnes et des risques qui entourent le Groupe.

Le Conseil d'Administration se réunit en moyenne quatre fois par an. Il arrête des comptes semestriels, annuels et prévisionnels, approuve les conventions réglementées qui lui semblent judicieuses et, de manière générale, prend les décisions stratégiques qui vont donner l'impulsion nécessaire à l'avancement du Groupe.

Le Conseil d'administration s'est réuni quatre fois au cours de l'année 2009 et a recueilli la présence de 50% de ses membres à chacune de ses réunions. La durée moyenne de réunion est d'une demi-heure.

Au cours de l'exercice 2009, les membres du Conseil d'administration de la société ont été convoqués verbalement ou par courrier électronique.

Les commissaires aux comptes n'ont pas assisté à une séance du conseil d'administration au cours de l'exercice 2009.

Les débats lors des séances ont lieu en langue française.

B- Engagement des administrateurs

Du fait de sa taille et de sa composition il n'y a ni règlement intérieur ni mesure d'évaluation précise de sa performance. Les fonctions des comités d'audit sont internalisées.

Pour autant, chaque administrateur prend l'engagement d'assister régulièrement aux séances du conseil d'administration et aux assemblées générales physiquement ou par tout autre moyen de communication conformément à l'article 16 III des statuts.

Chaque administrateur prend l'engagement d'informer le président du conseil d'administration de toute situation de conflit d'intérêts, même potentiels et de s'abstenir, au choix du président, d'assister à tout ou partie de la séance au cours de laquelle un sujet le concernant directement ou indirectement est évoqué et prendre part au vote sur toute décision le concernant directement ou indirectement. En outre, il s'engage à exposer clairement son opposition éventuelle aux projets discutés au sein du conseil d'administration.

C- Ordre du jour du Conseil d'Administration

L'ordre du jour est annoncé à l'avance et le travail de préparation des documents est coordonné par le Service Juridique du Groupe en collaboration avec les Services Finance du Groupe.

Les pouvoirs du Président et du Directeur Général sont définis par les dispositions de l'article 18 des statuts.

Chaque membre du Conseil a eu la liberté de demander au Président l'inscription à l'ordre du jour des réunions du conseil des sujets qu'il a estimé être de sa compétence.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, l'ordre du jour a notamment comporté les points suivants :

- examen et arrêté des comptes
- examen des comptes consolidés et documents prévisionnels de gestion
- transfert de certaines conventions réglementées en conventions courantes
- convocation à l'assemblée générale annuelle des actionnaires

Il est rappelé que par un Conseil d'administration en date du 8 décembre 2008, la Société a adopté les recommandations AMF relatives à la rémunération des dirigeants sociaux: adoption du code AFEP-MEDEF qui servira de référence pour l'élaboration du rapport prévu à l'article L225-37. (Code consultable sur le lien : www.code-afep-medef.com).

D- Invitations

En fonction des sujets inscrits à l'ordre du jour, le président peut convier un ou plusieurs collaborateurs de la société et le Directeur général à présenter un dossier ou participer aux discussions préparatoires au conseil d'administration.

Notamment sont conviées : la direction financière relativement à l'examen des documents comptables ; la Direction juridique relativement à toute décision ayant des implications juridiques.

E- Information du conseil

Au cours de l'exercice 2009, les administrateurs ont reçu toute information nécessaire à l'accomplissement de leur mission et ont pu se faire communiquer préalablement à toute réunion, tous les documents qu'ils ont estimés utiles.

Le droit des administrateurs à l'information est organisé selon les modalités suivantes :

- information préalable aux réunions : les dossiers, travaux ou documents dont les administrateurs doivent prendre connaissance sont adressés par le secrétariat du Conseil au moins une semaine avant chaque réunion. Ils sont accompagnés du projet de texte de délibérations.
- information permanente du conseil : le conseil est informé de manière permanente et par tous moyens, de la situation financière, de la trésorerie, des engagements de la société ainsi que de tout événement et opérations significatifs relatifs à la société. Les communiqués de presse sont adressés au président.

F- Procès verbaux

Chaque projet de procès verbal est rédigé par le secrétariat du conseil à l'issue de chaque réunion.

Chaque projet de procès verbal définitif est signé par le président du conseil et un administrateur.

Les procès verbaux sont conservés par le secrétariat du conseil d'administration. Le secrétariat est habilité à certifier les copies de procès verbaux des délibérations.

OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la société ont pour objet :

- D'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et les règlements applicables, et par les valeurs, les normes et les règles internes à l'entreprise ;
- D'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

A- Organisation générale des procédures de contrôle interne

Sur le plan opérationnel les encadrements supérieurs de toutes les filiales rapportent directement aux dirigeants.

L'activité de l'entreprise impose une forte réactivité aux événements, ce qui implique l'usage intensif des communications directes par téléphone et par e-mail.

Sur le plan fonctionnel, les directeurs des services centraux rapportent directement aux dirigeants. Les Directions de service s'organisent de manière transversale pour assurer une couverture globale des besoins du Groupe.

Les services concernés sont :

- Finance
- Juridique
- Production*
- Logistique*
- Ressources Humaines*
- Commercial*
- Informatique*

Le Groupe poursuit une politique de protection systématique de ses actifs notamment à travers :

- Une couverture d'assurance étendue,
- Des inventaires physiques complets trimestriels,
- Une formalisation de ses principales procédures dans le cadre de la certification ISO de ses sites d'exploitation (fonctions identifiées par *).

B- PRESENTATION DES INFORMATIONS SYNTHETIQUES SUR LES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

1- Environnement

L'environnement de contrôle est marqué par une forte unicité de systèmes. Toutes les sociétés du Groupe disposent du système d'exploitation ADONIX à l'exception des filiales Chine et Taïwan et sont reliées informatiquement au siège social. Selon la grille d'autorisation, les informations en provenance de n'importe quelle société du Groupe sont consultables par les dirigeants et les services de contrôle au siège.

Le service Contrôle de Gestion, rattaché à la Finance, centralise les principaux reportings et le suivi des procédures.

2- Reportings

Les reportings sont suivis sur une base mensuelle :

- Chiffre d'affaires
- Evolution des stocks
- En cours clients
- Effectifs et paie
- Marge brute

Ils sont élaborés par le Contrôle de Gestion, à l'exception du reporting des Ressources Humaines, analysé et commenté à l'intérieur du Service Finance, avant d'être communiqués à la Direction Générale.

Les sociétés du Groupe doivent réaliser une clôture mensuelle de leur comptabilité locale.

Une clôture trimestrielle des filiales fait l'objet d'une consolidation comptable au niveau du groupe. Elle doit permettre de renforcer la bonne application des procédures, notamment de césure des charges sur la période considérée.

Dans le cadre du reporting consolidé, une procédure de rapprochement est appliquée mensuellement pour vérifier la cohérence des données intra-groupe.

Les comptes consolidés sont publiés trimestriellement. Les comptes consolidés semestriels et annuels font l'objet d'un audit externe. Les Commissaires aux comptes complètent en tant qu'intervenants externes le dispositif de contrôle interne du Groupe. Leurs travaux apportent au Groupe une assurance raisonnable quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière produite.

Les comptes des sociétés individuelles font l'objet d'un contrôle continu de la part du Contrôle de Gestion, chaque contrôleur ayant la responsabilité pour un portefeuille de filiales.

3- Informatique

La gestion des flux est au cœur du dispositif informatique et fait l'objet de centralisations quotidiennes. La responsabilité de l'architecture et du développement est confiée au Service Informatique situé au siège social. Il est le garant de l'intégrité du système.

Le système d'exploitation ADONIX, qui est commun à tout le Groupe, est stable. Il a fait l'objet de développements successifs depuis son adoption en 1995 et le Service Informatique dispose des compétences nécessaires pour le faire évoluer. Les comptes consolidés de la société sont établis à partir du logiciel Magnitude.

4- Cartographie des risques

Les principaux risques identifiés par le Groupe, et adressés par les procédures en vigueur, sont identifiés et commentés dans le Rapport Financier Annuel de Dane-Elec Memory. Parmi eux, le Conseil estime que les risques de déperdition du stock et de perte informatique sont particulièrement critiques. Pour cette raison, une attention accrue y est portée à travers les polices d'assurances et les systèmes de back-up.

La centralisation des risques juridiques est assurée par la direction juridique du groupe engagée dans une démarche de sécurisation et de contrôle des engagements.

Elle coordonne les relations avec les conseils externes et organise l'ensemble du secrétariat juridique.

5- Délégation d'autorité

La taille du Groupe permet d'assumer un contrôle fort et centralisé.

Seuls les dirigeants sont habilités à engager durablement la société sur les plans juridique et financier, ce qui se vérifie facilement par rapprochement avec les flux financiers. Seuls les deux dirigeants ont un pouvoir illimité de signature sur tous les comptes bancaires de la société.

INFORMATION FINANCIERE DESTINEE AUX ACTIONNAIRES

La compilation des reportings et la consolidation des comptes sont réalisées sous la responsabilité du Département Finance. La fiabilité des informations destinées aux actionnaires et au public est conditionnée par plusieurs paramètres :

1. Respect des procédures de contrôle et de comptabilisation dans chaque entité du Groupe.
2. Cohérence des données dans leur ensemble.
3. Continuité des méthodes.
4. Intégrité du processus de traitement des informations après son arrivée au siège.
5. Coordination des mesures de contrôle externe.

Nous vous rappelons que conformément aux dispositions statutaires (articles 21 et suivants), la convocation des actionnaires aux assemblées est faite par une insertion dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans les départements du siège social et par une insertion dans le BALO, après avis donné à l'AMF, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée

Aucun système de contrôle n'est infaillible, mais le Groupe Dane-Elec tente de maintenir une structure de contrôle qui fonctionne par palier. Si un niveau ne détecte pas une erreur ou un dysfonctionnement, il en reste d'autres pour compenser la lacune.

La taille et l'activité de l'entreprise permettent à la société d'appliquer un tel système qui repose à la fois sur l'efficacité des contrôles formels (reportings, informatique, vérification sur place) et informels (connaissance de la société et capacité d'anticipation des résultats).

LIMITATIONS APPOORTEES PAR LE CONSEIL D ADMINISTRATION AUX POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

A- Conventions interdites et conventions réglementées

Nous vous rappelons que conformément à l'article 19, II des statuts, les pouvoirs du directeur général, directeur général délégué sont limités conformément à l'article L 225-43 du Code de Commerce

Conformément à l'article 19, I des statuts, certaines conventions passées par le directeur général, directeur général délégué sont soumises aux conditions d'autorisation préalables du Conseil d'administration conformément à l'article L 225-38 du Code de Commerce

B- Convention courantes

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure légale d'autorisation et d'approbation ainsi que le prévoient les dispositions statutaires (article 19, III).

La liste et l'objet des dites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

CONCLUSION

Le Groupe continuera à mettre en œuvre son dispositif de contrôle interne, en s'appuyant sur les points de contrôle clés qui contribuent à la maîtrise des risques, ainsi que sur un programme formalisé de vérification de leur fonctionnement. Le Groupe fera évoluer ses procédures de contrôle interne en fonction des éventuelles évolutions de la réglementation qui font l'objet d'une veille juridique et réglementaire visant à en anticiper les impacts sur les équilibres économiques de la société. Conformément à la réglementation, les informations sur le contrôle interne sont rendues publiques par la diffusion d'une version électronique sur le site de l'AMF et sur le site de la société.

2. COMPTES CONSOLIDÉS

ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

ACTIF (en K€)	31/12/2009 net	31/12/2008 net
ACTIF NON COURANT		
Immobilisations incorporelles	55	46
Immobilisations corporelles	1 783	1 885
Actifs financiers	1 242	1 748
Actif d'impôts différés	295	920
TOTAL	3 375	4 599
ACTIF COURANT		
Stocks & en-cours	23 231	20 878
Clients & comptes rattachés	42 891	46 105
Autres créances	4 048	5 974
Disponibilités	6 615	2 878
TOTAL	76 785	75 835
TOTAL DE L'ACTIF	80 160	80 434
PASSIF (en K€)	31/12/2009 net	31/12/2008 net
CAPITAUX PROPRES		
Capital	8 179	8 179
Titres d'autocontrôle	-2 189	-2 189
Instruments financier sur capitaux propres	767	767
Primes	14 519	14 519
Réserves	(1) 14 901	22 403
Réserves de conversion	(1) -1 351	-420
Résultat de l'exercice	771	-7 502
TOTAL PART des PRORIETAIRES DE LA SOCIETE MERE	35 597	35 757
Participations ne donnant pas de contrôle	-2	-2
TOTAL CAPITAUX PROPRES	35 595	35 755
PASSIF NON COURANT		
Passifs financiers	1 895	4 867
Provisions	1 186	649
TOTAL	3 081	5 516
PASSIF COURANT		
Passifs financiers	16 790	11 105
Fournisseurs & comptes rattachés	19 928	23 561
Autres dettes	4 766	4 497
TOTAL	41 484	39 163
TOTAL DU PASSIF	80 160	80 434

(1) Les résultats de change sur le prêt accordés par Dane-Elec Memory à sa filiale Dane Corp., auparavant comptabilisés en capitaux propres, conformément à l'IAS 21, ont fait l'objet d'un reclassement sur l'exercice 2008. Ce prêt fait désormais l'objet d'un remboursement et ne remplit donc plus les conditions de qualification d'investissement net dans une filiale à l'étranger.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE

(en K€)	31/12/2009	31/12/2008
Chiffre d'affaires	180 173	161 786
Autres produits d'exploitation	293	624
Achats consommés	(158 390)	(142 231)
Charges de personnel	(13 384)	(14 303)
Charges externes	(11 160)	(12 904)
Impôts et taxes	(623)	(646)
Dotations aux amortissements & provisions	(1 617)	(1 610)
Résultat opérationnel	(4 708)	(9 284)
Autres produits et charges opérationnels	7 554	(495)
Coût de l'endettement financier net	(228)	(754)
Autres produits et charges financières	(392)	(52)
Charge d'impôt	(1 455)	3 083
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	771	(7 502)
Résultat net	771	(7 502)
Part du groupe	771	(7 502)
Intérêts minoritaires	0	0

% Marge Brute	12,09%	12,09%
----------------------	---------------	---------------

Résultat net par action	31/12/2009	31/12/2008
-de base	0,03	-0,29
-dilué	0,03	-0,28

Etat du résultat global consolidé	31/12/2009	31/12/2008
Résultat net	771	(7 502)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	0	0
Ecarts de change résultant de la conversion des états financiers de filiales étrangères	(851)	773
Ecarts de change sur l'investissement net dans une activité à l'étranger	(80)	128
Résultat global de la période	(160)	(6601)
Part du groupe	(160)	(6601)
Intérêts minoritaires	0	0

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en K€)	31/12/2009	31/12/2008
Résultat net consolidé avant impôt	2 226	-10 586
Dotations nettes aux amortissements et provisions	1 224	1 159
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	0	0
Plus et moins values de cession	47	74
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et d'impôt	3 497	-9 353
Coût de l'endettement financier net	228	754
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	-1 455	3 083
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et d'impôt	2 270	-5 516
Variation du BFR lié à l'activité	-1 076	532
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	1 194	-4 984
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-580	-841
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		9
Décaissements liés aux acquisitions de participations financières		-141
Variation des prêts et avances consentis	541	-750
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-39	-1 723
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	0	0
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Rachats et reventes d'actions propres		-313
Emission d'emprunt	3 881	6 821
Retraitement des contrats de leasing en emprunt	83	-94
Remboursements d'emprunts	-2 047	-20
Flux de trésorerie sur les comptes courants		
Intérêts financiers nets versés	-228	-754
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	1 689	5 640
Incidence des variations des cours de devises	-11	198
Variation de la trésorerie nette	2 833	-869
Trésorerie d'ouverture	-5 811	-4 942
Trésorerie de clôture	-2 978	-5 811
Trésorerie active	6 615	2 878
Passif financier non courant		
Passif financier courant	-9 593	-8 689
Trésorerie de clôture	-2 978	-5 811

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (NORMES IAS/IFRS)

	Nombre d'actions	Capital	Prime d'émission	Instrument financier sur capitaux propres	Réserves consolidées (1)	Réserve de conversion (1)	Résultat	Actions d'autocontrôle	Total Capitaux propres part du groupe	Part des minoritaires	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2007	25 559 283	8 179	14 519	767	25 211	-3 624	171	-2 553	42 670	-2	42 668
Résultat net							-7 502		-7 502		-7 502
Autres éléments du résultat global						901			901		901
Résultat global de la période						901	-7 502		-6 601		-6 601
Augmentation de capital	150										
Opération sur titres d'autocontrôle					-676			364	-312		-312
Instruments financiers sur capitaux propres											
Affectation en réserve					171		-171				
Variations de périmètre et autres mouvements					-2 303	2303					
Au 31 décembre 2008	25 559 433	8 179	14 519	767	22 403	-420	-7 502	-2 189	35 757	-2	35 755
Résultat net							771		771		771
Autres éléments du résultat global						-931			-931		-931
Résultat global de la période						-931	771		-160		-160
Augmentation de capital											
Opération sur titres d'autocontrôle											
Instruments financiers sur capitaux propres											
Affectation en réserve					-7 502		7 502				
Variations de périmètre et autres mouvements											
Au 31 décembre 2009	25 559 433	8 179	14 519	767	14 901	-1 351	771	-2 189	35 597	-2	35 595

(1) Les résultats de change sur le prêt accordés par Dane-Elec Memory à sa filiale Dane Corp., auparavant comptabilisés en capitaux propres, conformément à l'IAS 21, ont fait l'objet d'un reclassement sur l'exercice 2008. Ce prêt fait désormais l'objet d'un remboursement et ne remplit donc plus les conditions de qualification d'investissement net dans une filiale à l'étranger.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Informations relatives au groupe

La société est cotée depuis 1997 à l'Euronext Paris (Eurolist Compartiment C).

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de Dane-Elec Memory et de ses filiales, ainsi que les intérêts dans les entreprises associées. Dane-Elec Memory est un fabricant, distributeur de taille mondiale, de mémoires (Flash et DRAM) et de produits multimédias numériques. Le groupe a également une activité de distribution de produits nomades et réseau.

En date du 11 juin 2010, le Conseil d'Administration a arrêté des comptes consolidés au 31 décembre 2009 et a autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe Dane-Elec Memory au 31 décembre 2009.

2. Faits marquants de l'exercice et évènements postérieurs à la clôture

2.1 Faits marquants de l'exercice

Pour mémoire, l'activité commerciale de nos filiales Italienne et Allemande a été mise en sommeil au 31 décembre 2008.

Une action collective (class action) a été engagée à l'encontre de fabricants de mémoires DRAM pour entente sur les prix durant la période 1999-2002.

Cette procédure a pris fin en 2007 et les sociétés condamnées au paiement d'une indemnité; celle-ci, après honoraires versés aux avocats, a été répartie entre les différents plaignants en fonction de leurs achats respectifs. La société Dane Elec Memory a fait valoir ses droits en décembre 2007 en produisant ses justificatifs d'achat. Le montant de l'indemnisation reçue dans le cadre de la class action « DRAM ANTITRUST LITIGATION » à laquelle le groupe a participé en tant que plaignant est de 13 987 K\$.

Le groupe aborde l'exercice 2010 avec un nouveau programme de réduction des coûts mis en place en Europe pour abaisser sensiblement le seuil de rentabilité et maintenir ses efforts de R&D et de marketing afin de réussir le lancement de ses nouveaux produits. Notamment, à partir du 2eme trimestre 2010, Dane-Elec Memory a commercialisé *myDitto*, solution permettant d'accéder, d'où que l'on soit à ses données stockées et sécurisées sur un disque dur externe.

La société Dane-Elec SA a eu recours à l'affacturage partiel en octobre 2009, et la dette à la fin de l'exercice vis-à-vis du Factor est de 3 746K€.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture

L'activité commerciale de nos filiales Danoise et Anglaise fera l'objet d'une mise en sommeil au cours du premier semestre 2010.

Le Groupe a poursuivi courant 2010 des discussions avec ses partenaires financiers afin de pérenniser les moyens de financement de ses opérations et de son développement. Le Groupe considère que ces négociations devraient aboutir et a, en conséquence, préparé ses états financiers 2009 sous le principe de continuité de l'exploitation.

3. Principes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe Dane-Elec a établi les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, applicable à cette date (disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les principes et méthodes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2008, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes d'application obligatoire pour le Groupe :

- IAS 1 Révisée : Présentation des états financiers
- IFRS 8 : Secteurs opérationnels
- Améliorations des IFRS (Mai 2008),
- IAS 23 Révisée : Coûts d'emprunts
- Amendement à IAS 32 et IAS 1 : Instruments financiers remboursables et obligations naissant lors de la liquidation
- Amendement à IAS 39 et IFRS 7 : Reclassements d'actifs financiers
- Amendement à IAS 39 et IFRIC 9 : Dérivés incorporés
- Amendement à IFRS 1 et IAS 27 : Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entreprise associée
- Amendement d'IFRS 2 : Paiement fondé sur des actions – Conditions d'acquisitions et annulations
- Amendement d'IFRS 7 : Amélioration des informations à fournir sur les instruments financiers

- IFRIC 11 : IFRS 2 - Actions propres et transactions intra-groupe
- IFRIC 13 : Programmes de fidélisation de la clientèle
- IFRIC 14 : Limitation de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction

Le groupe a appliqué pour la première fois au 1^{er} janvier 2009 la norme IAS1 révisée, sur la présentation des états financiers et la norme IFRS 8 sur les secteurs opérationnels. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes. Les autres normes et interprétations obligatoire au 1^{er} janvier 2009 n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Le groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2009.

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 31 décembre 2009 et 31 décembre 2008.

3.1 Principes d'établissement des états financiers

Les comptes consolidés annuels et les notes annexes sont établis en milliers d'euros. Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-après.

Structure de l'état de la situation financière consolidée

L'état de la situation financière consolidée présente en actifs et passifs courants la partie à moins d'un an des actifs d'exploitation (notamment les stocks, les créances et les autres actifs) et des passifs d'exploitation (notamment les provisions, fournisseurs, et autres passifs).

3.2 Principes de consolidation

3.2.1 Périmètre et méthode de consolidation

Les sociétés dont Dane-Elec Memory SA. détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

En cas d'intégration globale, la part des intérêts minoritaires dans le résultat net et les capitaux propres de la filiale est affichée séparément dans les états financiers consolidés.

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits intragroupes sont éliminés en consolidation.

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2009 est présentée ci-dessous. Toutes ces sociétés sont consolidées selon la méthode de l'Intégration globale.

SOCIETES ET FORMES	SIEGE SOCIAL	SIREN	DETENTION
Dane-Elec Memory SA	159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET, FRANCE	333087 997	Société mère
Dane-Elec SA	159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET, FRANCE	382259 927	99,99%
Dane-Elec Développement SARL	159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET, FRANCE	393350 277	99,6%
Intervalle SA	159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET, FRANCE	390654 226	99,85%
Dane-Elec Ltd	Nouvelle adresse depuis mars 2010 Unit 4B, Lansbury Estate 102 Lower Guildford Road, Knaphill Woking, Surrey, GU21 2EP	2576504	99,80%
Dane-Elec Belgium NV	Avenue des Saisons 110 - 112 1050 Bruxelles, BELGIQUE	552756	99,84%
Dane-Elec GmbH	Rottmannstr. 7A/RG 80335 MUNCHEN, ALLEMAGNE	104537	96,00%
Dane-Elec Memories BV	VLIERBAAN34-2908 CAPELLE A/D IJssel, PAYS-BAS	242061	99,99%
Dane-Elec DK ApS	Bernhard Bangs Alle 39 2000 Frederiksberg, DANEMARK	219021	99,00%
Dane-Elec Manufacturing (ex C-Memory)	Spiddal Industrial Estate Spiddal – Galway, IRLANDE	245021	99,80%
Dane-Elec Corporation	15770 Laguna Canyon Road Irvine 92718 Californie – USA	1993914	100%
ICN	Chez Dane-Elec Memory 159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET	418838264	70%
Dane-Elec Italia	Via Fratelli Sebastiani 171 02100 Rieti, ITALIE	07959551008	100%
Dane-Elec Memory Asia Ltd	Rm 3713, The Center 99 Queens's Road Central HONG KONG		99,99%
Dane-Elec Memory China Company Limited (China)	14e, 360 South Pudong road Shanghai, 200120 CHINE	792240828-A	100%
Dane-Elec Memory Taiwan Company	5F, n° 102 Zhouzi street Nei-Hu District Tapei, TAIWAN	95 81 88 44 10	100%
Dane-Elec Spain	Via Augusta 13-15 Despacho 601, planta 6a 0006 Barcelone, ESPAGNE	B-338 176	97,42%
IDEAPACK	Rue de la Prayette 02250 Marle, FRANCE	495 295 958	100%
DANE ELEC ISRAEL	Habarzel street 27 Or buiding (A) Floor 7 69710 TEL AVIV		100%
Dane-Elec Middle East FZE	Office N 2608 26 th floor, Jafza View 18 Jebel Ali Free Zone Authority Dubai, EMIRATS ARABES UNIS		100%

3.2.2 Date de clôture

La Société clôture son exercice au 31 décembre et établit une situation intermédiaire au 30 juin. Il en est de même pour ses filiales.

3.2.3 Monnaie de fonctionnement

L'euro est la monnaie de fonctionnement du groupe.

3.2.4 Retraitement des comptes et élimination des opérations réciproques

Tous les états financiers sont retraités pour les mettre en conformité avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les opérations réciproques entre les sociétés sont éliminées et les plus ou moins values internes sont neutralisées.

3.2.5 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des entités tenus en devises sont convertis en euros au cours de la clôture pour les postes de bilan et à un cours moyen de l'exercice pour les postes du compte de résultat.

Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

3.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

Les logiciels sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée, soit une durée de 1 à 5 ans.

Les durées d'utilisation probables sont revues à chaque clôture, le mode d'amortissement accéléré peut être appliqué.

3.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, après déduction de l'amortissement cumulé et d'une éventuelle dépréciation pour perte de valeur.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants et de leurs durées d'utilisation effectives.

Les amortissements calculés par application de taux homogènes au sein du groupe, sont déterminés en fonction de leur durée probable d'utilisation par référence aux modes et aux durées d'utilisation figurant ci-après :

- Installations et mobilier 10 ans
- Matériel industriel et outillage 4-5 ans
- Matériel de transport 4 ans
- Matériel de bureau et informatique 5 ans

3.5 Contrats de locations

Ils sont comptabilisés conformément à IAS17

Contrat de location financement:

Les investissements financés par contrat de location financement sont comptabilisés sur la base de la valeur actuelle des loyers à venir et sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation estimée, déduction faite d'une éventuelle valeur résiduelle.

Contrat de location simple:

Ils comprennent principalement des locations immobilières

3.6 Stocks

Les stocks et encours de l'ensemble des sociétés du groupe sont évalués, après élimination des marges internes, selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré.

Des dépréciations sont constituées lorsque leur coût se trouve supérieur à la valeur probable de réalisation diminuée des frais de commercialisation.

3.7 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Des assurances crédit sont contractées pour toutes les sociétés du groupe. Les créances clients estimées à risque sont dépréciées, après analyse individuelle, pour tenir compte du risque net de non-recouvrement.

3.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une durée initiale inférieure ou égale à trois mois.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

3.9 Capital

3.9.1 Ecarts de change

La rubrique écarts de change est utilisée pour enregistrer les écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales étrangères.

3.9.2 Instruments de capitaux propres

Titres d'autocontrôle

Conformément à l'application de la norme IAS 32 les titres d'autocontrôle sont déduits des capitaux propres consolidés. Les résultats de cession éventuels d'actions sont de même imputés en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

ABSAR

La société Dane-Elec Memory a procédé à une émission d'actions à bons de souscription d'actions remboursables (ABSAR) le 14 juin 2006. Un total de 2 019 006 ABSAR a été émis à un prix unitaire de 3,95 €. Les bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) peuvent être exercés à tout moment jusqu'au 11 juillet 2013 inclus. Deux BSAR donnent droit de recevoir une action nouvelle au prix d'exercice de 5,13 €.

2 018 706 BSAR, instruments de capitaux propres, restent en circulation. Ils donnent droit à leurs détenteurs de souscrire 1 009 353 actions nouvelles.

3.10 Provisions

Conformément à IAS 37 "Provisions", des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de Dane-Elec Memory à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que Dane-Elec Memory devra supporter pour remplir son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie. Du fait des incertitudes inhérentes aux risques supportés, les provisions sont estimées sur la base des informations disponibles à la date d'évaluation.

3.11 Engagements de retraite et assimilés

Les modalités de calcul des engagements de retraite sont conformes à IAS 19. Les engagements de retraite à prestations définies de la Société se limitent aux indemnités de fin de carrière applicables en France. Ces engagements sont évalués selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetées qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

L'effet des variations des hypothèses actuarielles est constaté dans le résultat de la période.

Les hypothèses retenues pour l'année 2009 sont les suivantes :

• Table de mortalité.....	TF00-02
• Taux d'actualisation.....	4 %
• Taux d'évolution des salaires.....	2%
• Age théorique de départ.....	65 ans
• Taux de turnover - 50 ans.....	5%
• Taux de Turnover + 50 ans.....	0%
• Taux de capitalisation.....	4%
• Taux de charge sociales patronales.....	50%

3.12 Les instruments financiers

Risque de change

Le groupe utilise des instruments financiers afin de gérer et de réduire son exposition aux risques de fluctuation des cours de change. Ces risques résultent d'achats réalisés en dollars américains. Les flux de trésorerie futurs sont partiellement couverts par ces achats fermes à terme.

Ces instruments sont négociés auprès d'établissements de premier plan.

La société s'interdit d'exploiter ses positions de change à des fins spéculatives.

Les instruments financiers sont comptabilisés selon la norme IAS 39 et documentés dans la note 5.9.

Les instruments dérivés sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur des instruments dérivés sont comptabilisées selon les principes suivants :

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de flux futurs, les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace. La partie inefficace étant enregistrée en résultat.
- pour les instruments de couverture documentés en couverture de juste valeur et les instruments non documentés, les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat.

Risque de taux

Les lignes bancaires du Groupe sont de nature court terme "revolving" rémunérées à des taux variables à partir des bases Eonia et Euribor. Le Groupe est peu exposé à des variations des taux d'intérêt dans la mesure où son niveau d'endettement net est faible.

3.13 Opérations en monnaie étrangère

Les différences de change, latentes et réalisées, qui résultent de transactions de devises autres que la devise de fonctionnement sont incluses dans le compte de résultat de l'exercice sous la rubrique autres produits et charges financières.

Les pertes et gains de change sur les prêts considérés comme « investissement net dans une filiale à l'étranger » selon IAS 21 sont comptabilisés en éléments du résultat global.

3.14 Impôts différés

En présence d'actifs ou de passifs dont la valeur dans l'état de la situation financière consolidée diffère de la valeur fiscale, des actifs et des passifs d'impôt sont enregistrés dans les conditions suivantes :

Tous les passifs d'impôts sont comptabilisés

Les actifs d'impôts sur ces différences ainsi que ceux relatifs aux reports déficitaires ne sont enregistrés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont ajustés en fin d'exercice en fonction des derniers taux d'impôts votés. Les conséquences des changements de taux sont constatées en résultat.

3.15 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé conformément à IAS18 et provient de la vente de marchandises comptabilisée nette des remises et des avantages commerciaux.

3.16 Actifs et Passifs éventuels

Sur une base annuelle, le groupe Dane-Elec Memory établit un recensement de l'ensemble des obligations contractuelles, engagements financiers et commerciaux, auxquels il est exposé. De manière régulière et en particulier lors de la clôture annuelle, ce recensement est actualisé par la Direction du groupe.

L'action en justice pour utilisation de brevets en contrefaçon qui a été introduite le 24 octobre 2007 par la société Sandisk Corp à l'encontre de 25 sociétés dont Dane-Elec Corp et Dane-Elec Memory SA devant le tribunal de la Division de l'Ouest de Wisconsin n' a pas abouti puisque par décision en date du 31 décembre 2009, la Société Sandisk s'est vue opposée une fin de non recevoir à son action contre la Société de droit français DANE ELEC MEMORY en vertu des lois civiles fédérales.

Par ailleurs, Sandisk a également été déboutée de son action devant l'International Trade Commission.

3.17 Résultat financier

Le résultat financier comprend :

- le coût de l'endettement financier brut, constitué des agios financiers et de la fraction des loyers de crédit-bail assimilable à une charge d'intérêts,
- les produits des valeurs mobilières de placement,
- les intérêts liés aux concours bancaires courants comptabilisés, en charges, dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus,
- les charges d'intérêts liées à l'affacturage.

3.18 Résultat net par action

Conformément à IAS 33 "Résultat par action", deux types de résultat par action sont présentés : le résultat de base par action ordinaire et le résultat dilué par action ordinaire.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation retenu pour le calcul du résultat par action de base est la moyenne des actions entre le début et la fin de l'exercice hors actions propres et actions d'autocontrôle. Les actions émises en cours d'année sont prises en compte au prorata temporis.

Le résultat net dilué par action est, quant à lui, calculé en retenant les instruments donnant accès différé au capital de Dane-Elec Memory (bons et options de souscription).

3.19 Estimations et jugements comptables

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent un minimum d'aléas. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

Elles concernent principalement la durée d'utilisation des actifs et les dépréciations correspondantes, la reconnaissance du chiffre d'affaires, l'appréciation du risque client.

4. Information sectorielle

Compte tenu de sa présence internationale et dans le cadre de la première application de la norme IFRS 8, le groupe Dane-Elec a retenu les secteurs géographiques ci-après comme secteur opérationnel.

En K€	EUROPE		AMERIQUE		ASIE/ MOYEN-ORIENT		Consolidé	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Produits des activités ordinaires								
Ventes à des clients externes	79 366	100 885	86 322	54 922	14 485	5 979	180 173	161 786
Total	79 366	100 885	86 322	54 922	14 485	5 979	180 173	161 786
Résultat								
Résultat opérationnel courant	-2 476	-8 350	-1 125	343	-1 106	-1 277	-4 707	-9 284
Autres produits et charges opérationnels	-522	-73	5015	-433	3062	10	7555	-496
Coût de l'endettement financier net	-208	-754	0	0	-19	0	-227	-754
Impôts sur les bénéfices	323	2 553	-1 552	520	-226	10	-1 455	3 083
Résultat net de l'exercice	-616	-6 508	46	361	1 341	-1 356	771	-7 503
Actifs et passifs								
Actifs sectoriels	75774	57663	3757	21390	631	1380	80162	80433
Actifs non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des actifs	75774	57663	3757	21390	631	1380	80162	80433
Passifs sectoriels	28663	36303	13508	8239	2393	136	44564	44678
Passifs non affectés	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des passifs	28663	36303	13508	8239	2393	136	44564	44678
Autres informations sectorielles								
Investissements :								
Immobilisations incorporelles	437	411	97	89	3	4	537	504
Immobilisations corporelles	8 314	8 304	2 710	2 545	96	91	11 120	10 940
Amortissements :								
Immobilisations incorporelles	-396	-369	-87	-89	0	0	-483	-458
Immobilisations corporelles	-7 087	-6 890	-2 206	-2 142	-43	-23	-9 336	-9 055
Stocks nets	10381	15469	12760	5154	90	255	23231	20878

5. Notes sur l'état de la situation financière consolidée

5.1 Immobilisations

5.1.1 Valeur brute

(En K€)	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Logiciels	412	39	-3	448
Autres immobilisations incorporelles	90			90
SOUS TOTAL	502	39	-3	538
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations techniques Mat & outillage	7 823	399	-296	7 926
Autres immobilisation corporelles	2 978	230	-30	3 178
Avances et acomptes sur immobilisations	139		-123	16
SOUS-TOTAL	10 940	629*	-449*	11 120
* Dont 284K€ d'incidence des variations des cours de conversion				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation	921			921
Prêts	0	750	-606	144
Dépôts, cautionnements et autres	223	223	-167	279
SOUS-TOTAL	1 144	973	-773	1 344
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	12 586	1 640	-1 225	13 002

5.1.2 Amortissements

En K Euros	31/12/2008	Dotation	Reprise	31/12/2009
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Logiciels	398	30	-3	425
Autres immobilisations incorporelles	58			58
SOUS-TOTAL	456	30	-3	483
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations techniques, matériel et outillage	7 004	354	-285	7 073
Autres immobilisations corporelles	2 051	238	-25	2 264
SOUS-TOTAL	9 055	592	-310*	9 337
* dont 251K€ d'incidence des variations des cours de conversion				
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	9 511	622	-313	9 820

5.2 Stocks

En K €	31/12/2008	31/12/2009
VALEURS BRUTES		
Produits nomades et réseaux	1 855	963
Modules de mémoires	23 861	25 846
Sous-total	25 716	26 809
DEPRECIATIONS		
Produits nomades et réseaux	292	128
Modules de mémoires	4 546	3 450
Sous-total	4 838	3 578
TOTAL DES VALEURS NETTES	20 878	23 231

5.3 Créances clients

En K €	31/12/2008	31/12/2009
Valeur brutes	47 768	44 777
Dépréciations	1 663	1 886
TOTAL DES VALEURS NETTES	46 105	42 891

5.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31/12/2008	31/12/2009
Comptes courants bancaires	2 878	6 615
Valeurs mobilières de placement	0	0
TOTAL DES DISPONIBILITES	2 878	6 615

5.5 Echéances des dettes et des créances

En K€	Montant au 31/12/2009	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations financières (1)	827		827
Actif d'impôts différés	295	295	0
Prêts	415	0	415
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 537	295	1 242
ACTIF COURANT			
Clients et comptes rattachés	42 891	42 891	
Autres créances (1)	4 048	4 048	
Charges constatées d'avance		0	
TOTAL ACTIF COURANT	46 939	46 939	0
PASSIF NON COURANT			
Emprunts et dettes financières (2)	1 895		1 895
TOTAL PASSIF NON COURANT	1 895	0	1 895
PASSIF COURANT			
Emprunts et dettes financières (2)	16 790	16 790	0
Fournisseurs et comptes rattachés	19 928	19 928	
Dettes fiscales et sociales	4 766	4 766	
Autres dettes			
TOTAL PASSIF COURANT	41 484	41 484	0

(1) Titres de participation non consolidés (part de 0,08% dans la société Israélienne EPOS)

(2) Fin 2008, suite à une renégociation avec les banques, certaines lignes de nos découverts avec Natixis et la Caisse d'Epargne ont été transformées en emprunt moyen terme pour un total de 6.5 M€

A la clôture de l'exercice 2009, le nominal restant à rembourser au titre de ces deux emprunts s'élève à 4 500 K€. Au cours de l'exercice, 2 000 K€ ont fait l'objet d'un remboursement conformément à l'échéancier de ces deux emprunts.

La région Picardie nous a accordé un prêt de 300 K€ à taux zéro en février 2008. Ce prêt est remboursable sur 6 ans par annuités constantes et avec un différé de remboursement d'un an. Le remboursement effectué au cours de l'année est de 45 K€. Une avance de 135 K€ a été consentie par OSEO à taux zéro. Le remboursement commencera en 2012.

La société DESA a eu recours à l'affacturage partiel en octobre 2009 et la dette à la fin de l'exercice s'élève à 3 746 K€.

5.6 Provisions

(En K €)

Rubrique	Solde d'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Changement de méthode	Variation de périmètre	Autre	Solde de clôture
Risques	585	827		290				1122
Retraite	64	0						64
Stocks	4837	383	1565				77	3578
Créances clients	1663	276	217				163	1885
Total des provisions	7149	1486	1782	290	0	0	240	6649

Impact (Net des charges encourues)

Résultat d'exploitation		1 486	2 072	0	0	240
-------------------------	--	-------	-------	---	---	-----

5.7 Dettes financières

En K€	Montant au 31/12/2008	Montant au 31/12/2009	A un an au plus	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
PASSIF NON COURANT					
Comptes courants des associés					
Passifs liés aux contrats de location-financement	67	65		65	
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 800	1 830		1 830	0
TOTAL	4 867	1 895	0	1 895	0
PASSIF COURANT					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 689	13 340	13 340		
Emprunts part < 1 an	2 000	3 060	3 060		
Comptes courants passif	335	309	309		
Passifs liés aux contrats de location-financement	81	81	81		
TOTAL	11 105	16 790	16 790	0	0
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	15 972	18 685	16790	1 895	0

Les emprunts à plus d'un an à l'origine sont libellés en euros à des taux court terme basés sur l'indice Euribor 1 mois + 0,8% à hauteur de 5 million d'euros et Euribor 1 mois +1% à hauteur de 1.5 millions d'euros.

Les concours bancaires à moins d'un an à l'origine sont libellés en euros à des taux court terme variables basés sur l'indice EONIA JJ+ 0,8% et Euribor 3 mois + 0,70%.

La région Picardie nous a accordé un prêt de 300 K€ à taux zéro en février 2008. Ce prêt est remboursable sur 6 ans par annuités constantes et avec un différé de remboursement d'un an. Au cours de l'année 45 K€ ont été remboursés.

La société a bénéficié de la part d'OSEO d'une aide à l'innovation de 135 K€

Il n'existe aucun covenant bancaire.

5.8 Capitaux propres

5.8.1. Tableau de variation des capitaux propres

En K€	31/12/2008	31/12/2009
Capitaux propres initiaux	42 670	35 757
Augmentation de capital		
Titres de l'entreprise en autocontrôle	-312	
Instruments financiers sur capitaux propres		
Prime d'émission		
Variation des réserves consolidées	901	-931
Résultat net consolidé	-7 502	771
Total Part du Groupe	35 757	35 597
Intérêts minoritaires	-2	-2
Capitaux propres en fin de période	35 755	35 595

5.8.2 Composition du capital social

Le capital social de 8 179 018,56 Euros est divisé en 25 559 433 actions de 0,32 Euros chacune. Au cours de l'exercice, aucune augmentation de capital n'a eu lieu.

5.8.3 Options de souscription d'actions

Par décision du Conseil d'Administration du 15 octobre 2002, suivant l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du même jour, la société a mis en place un deuxième plan d'options de souscription d'actions aux salariés du groupe. Ce plan a expiré depuis le 2 janvier 2009.

Aucune nouvelle option n'a été consentie durant l'exercice.

Aucune option n'a été attribuée aux mandataires sociaux.

Options de souscription d'actions

Date d'assemblée	Plan 15 octobre 2002
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31/12/07	43 850
Point de départ d'exercice des options	02-janv-07
Date d'expiration	02-janv-09
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2009	0
Options de souscription d'actions annulées durant l'exercice	0
Options de souscription d'actions restantes	0

Conformément à la possibilité offerte par la norme IFRS 1, le groupe n'a pas retraité ses plans de stocks options lancés avant le 7 novembre 2002.

5.8.4 Actions auto-détenues

Le montant total des actions auto-détenues portées en diminution des capitaux propres consolidés ressort au 31 décembre 2009 à 2 189 340 euros.

5.8.5 Instruments de capitaux propres

Les BSAR sont considérés comme des instruments de capitaux propres

5.9 Instruments financiers

Il n'y a aucun contrat d'achat de devise en cours au 31 décembre 2009.

6. Notes sur le l'état du résultat global consolidé

6.1 Autres produits et charges opérationnels

En K €	2008	2009
Autres produits et charges opérationnels	-495	7554 (1)

(1) dont 8 087 K€ de Class Action

6.2 Résultat financier

En K €	2008	2009
Coût de l'endettement financier brut	-754	-228
Coût de l'endettement financier net	-754	-228
Résultat de change	65	-374
Produits financiers	-117	-18
Autres produits et charges financières	-52	-392
Résultat financier	-806	-620

6.3 Impôt sur les bénéfices

La charge/crédit d'impôt se décompose comme suit :

En K Euros	2008	2009
Impôt exigible (1)	-227	-1 803
Impôt différé	754	
Carry back	2189	
Crédit impôt recherche	367	343
Crédit d'impôt apprentissage		4
Total de l'impôt sur les bénéfices	3 083	-1 455

(1) il provient principalement de la filiale Dane Corp. à hauteur de 1 552 K€.

La société mère forme un groupe d'intégration fiscale avec les filiales suivantes, situées en France : DANE- ELEC MEMORY, DANE-ELEC SA, DANE- ELEC DEVELOPPEMENT SARL, INTERVALLE SA et IDEAPACK SAS.

Détails de la preuve d'impôt :

Résultat avant impôt	2 227
Impôts sur les bénéfices	-1 455
Résultat après impôt	772
Charge théorique d'impôt	-743
Impact des pertes dans les filiales	-486
Différentiels de taux d'imposition dans les filiales étrangères	133
Avoirs fiscaux et crédits d'impôts	355
Différence permanentes et autres éléments	-714
TOTAL	-1 455

6.4 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, ajusté des effets dilutifs des options de souscriptions si ces dernières sont significatives.

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

En K €	2008	2009
Résultat net part groupe	-7 502 000	771 000
Bénéfice de base par action		
Nombre d'actions	25 559 427	25 559 427
Résultat par action	-0,29	0,03

Le résultat par action dilué est égal au résultat par action non dilué

6.5 Ventilation de l'effectif moyen

	31/12/2008	31/12/2009
Cadres	62	58
Agents de maîtrise et employés	229	216
TOTAL	291	274

6.6 Rémunération des organes de direction et d'administration

Conformément à l'article L 225.43 du Code de Commerce, aucun crédit n'a été alloué aux deux dirigeants de la société. Les rémunérations des dirigeants se sont élevées à un montant brut total de 1 121 099 € chacun au 31 décembre 2009, dont part variable 719 600 €, avantages en nature 4 573 €.

Par ailleurs, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire au titre l'article 83 avec versement sous forme de rente viagère d'un montant annuel de 32 936 €.

6.7 Parties liées

Comptes courants financiers

Le solde créditeur des comptes courants des sociétés financières NB et DH s'est élevé à 177 440 € au 31 décembre 2009.

Le solde débiteur des comptes courants SCI DANE 1 & SCI DANE 2 s'est élevé à 46 801 € au 31 décembre 2009.

Prêts

Au cours de l'exercice 2009, chacun des dirigeants a effectué un remboursement de 400.000\$. Le solde dû à Dane Elec Corp. est de 200K\$ soit 139K€.

7. Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles sont des engagements relatifs aux contrats de location simple, soit de contrats immobiliers, ainsi que des engagements en matière de crédit-bail, de location financement.

Engagements (en K€)	Moins d'1 an	+1 an -5 ans	+ 5 ans
Locations	721	1 924	338
Crédit bail	0	0	0

8. Engagements hors bilan

En K€	Au profit de	Montant des engagements par période			
		Total	-1 an	de 1 à 5 ans	+5 ans
LETTRE DE GARANTIE Garantie en faveur de l'attribution de la licence pour distribution de MP3	Audio MPEG ; Sisvel	150K\$		150K\$	
CAUTIONS INTERCOMPAGNIES PLAFONNEES					
Dane Elec Memory Asia	Fournisseurs	300 K\$	300 K\$		
Dane Elec Memory China	Fournisseurs	500 K\$	500 K\$		
Intervalle	Fournisseurs	5 600 K\$	5 600 K\$		
Intervalle	Fournisseurs	50 K€	50 K€		
Dane Elec Asia	Fournisseurs	300 K\$	300 K\$		
Dane Elec Elec BV	Fournisseurs	300 K\$	300 K\$		
CAUTION BANCAIRE					
Caution SCI Dane 2		610K€	610K€		

Information relative aux honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2009

FILIALES	AUDITEURS	HONORAIRES en €	AUTRES HONORAIRES en €
Dane-Elec Memory	Ernst & Young Audit	59 945	
	Olivier Marion	22 500	2 000
Dane-Elec SA	Ernst & Young Audit	19 500	
Ideapack	Ernst & Young Audit	5 100	
Intervalle	Ernst & Young Audit	19 500	3 000
Dane- Elec Limited	Ernst & Young Audit	23 354	
Dane-Elec N.V.	Ernst & Young Audit	8 700	
Dane-Elec B.V.	Ernst & Young Audit	22 250	
Dane-Elec Aps	Ernst & Young Audit	2 686	
Dane-Elec Spain	Ernst & Young Audit	16 000	
Dane-Manufacturing	KPMG	17 999	
Dane-Elec Corp.	Square Milner	50 372	5 397
Dane-Asia	Andrew MA DKF Limited	7 087	
Dane-Elec Taiwan	Sun Rise CPAS & Cie	7 915	
Dane-Elec Memory China	Tian Lu (CPA)	232	
Dane-Elec Israël		2 472	
TOTAL		285 604	10 397

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Dane-Elec Memory, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 2.2 de l'annexe ;
- la note 3 de l'annexe aux comptes consolidés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que le groupe a appliquées.

II. Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La crise sectorielle de l'industrie des semi-conducteurs et la dégradation de la consommation ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce.

La note 3.6 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Par ailleurs, nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues pour la dépréciation des stocks et revu les calculs effectués par la société. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 14 juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

Olivier MARION

ERNST & YOUNG Audit

Nathalie Cordebar

3 - COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009 : ACTIF

(en €)	BRUT	AMORTISSEMENTS & DEPRECIATIONS	NET 31/12/09	NET 31/12/08
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	101 237	94 060	7 177	5 538
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
INSTALLATIONS MAT. IND. ET TECHN.	49 580	44 192	5 388	6 673
AUTRES IMMOS CORPORELLES	163 276	83 027	80 249	104 436
IMMOBILISATIONS EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES	15 600	0	15 600	18 183
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS	35 016 689	9 542 328	25 474 361	24 826 907
PRETS ET CREANCES	5 761 301		5 761 301	6 564 851
AUTRES IMMOS FINANCIERES	35 608		35 608	27 292
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	41 143 291	9 763 607	31 379 684	31 553 880
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS DE MARCHANDISES	8 908 553	1 178 149	7 730 404	12 253 061
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	9 099 573	178 925	8 920 648	11 142 510
AUTRES CREANCES	29 951 348	16 076 860	13 874 488	14 850 686
DISPONIBILITES	4 302 518		4 302 518	682 830
TOTAL ACTIF CIRCULANT	52 261 992	17 433 934	34 828 058	38 929 087
COMPTES DE REGULARISATION				
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	48 240		48 240	41 505
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	2 095 582		2 095 582	2 495 108
TOTAL DE L'ACTIF	95 549 105	27 197 541	68 351 564	73 019 580

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009: PASSIF

(en €)	31/12/2009	31/12/2008
CAPITAL	8 179 019	8 179 019
PRIME D'EMISSION	15 286 660	15 286 660
RESERVE LEGALE	794 799	794 799
AUTRES RESERVES	10 367	10 367
REPORT A NOUVEAU	9 164 598	14 000 280
RESULTAT DE L'EXERCICE	420 992	-4 835 682
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	33 856 435	33 435 443
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2 985 313	2 856 683
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	2 985 313	2 856 683
EMPRUNTS ET DETTES (Ets de crédit)	14 046 403	15 100 188
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	10 765 507	12 782 351
DETTES FOURNISSEURS/COMPTES RATTACHES	5 137 359	6 990 875
DETTES FISCALES ET SOCIALES	822 738	1 187 118
DETTES SUR IMMOBILISATIONS		
AUTRES DETTES	175 768	11 959
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	20 877	0
TOTAL DETTES	30 968 652	36 072 491
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	541 164	654 963
TOTAL DU PASSIF	68 351 564	73 019 580

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en €)	2 009	2008
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	75 774 830	95 877 517
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		
REPRISE SUR AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES	425 255	263 864
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	2 755 340	3 089 006
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	78 955 425	99 230 387
CHARGES D'EXPLOITATION		
ACHATS DE MARCHANDISES	64 683 935	88 482 961
VARIATION DE STOCK	4 335 411	364 295
ACHATS MATIERES PREMIERES	0	0
AUTRES ACHATS/CHARGES EXTERNES	5 427 871	5 586 145
IMPOTS ET TAXES	214 978	287 393
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 057 578	2 461 082
CHARGES SOCIALES	927 490	1 062 416
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	49 284	95 562
DEPRECIATIONS SUR ACTIF CIRCULANT	2 693 542	8 435 489
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	261 264	144 000
AUTRES CHARGES	815 470	236 060
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	81 466 823	107 155 403
RESULTAT D'EXPLOITATION	-2 511 398	-7 925 016
PRODUITS FINANCIERS		
PRODUITS FINANCIERS D'EXPLOITATION	846 225	794 133
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	60 266	281 497
REPRISES SUR PROVISIONS/TRANSFERTS DE CHARGES	3 814 452	5 574 294
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE	1 562 278	2 436 063
PRODUITS NETS / CESSIONS VALEURS MOBILIERES	0	12 210
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	6 283 221	9 098 197
CHARGES FINANCIERES		
DOTATIONS FINANCIERES AMORT. ET PROVISIONS	2 531 348	4 480 184
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	522 405	1 122 958
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE	2 209 247	2 740 826
CHARGES NETTES / CESSIONS VALEURS MOBILIERES	0	5 148
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	5 263 000	8 349 116
RESULTAT FINANCIER	1 020 221	749 081
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-1 491 177	-7 175 935
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 085 217	448 162
CHARGES EXCEPTIONNELLES	527 719	844 911
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 557 498	-396 749
IMPOTS SUR LES BENEFICES CHARGES /CREDITS	-354 671	-2 737 002
TOTAL DES PRODUITS	87 323 863	108 776 746
TOTAL DES CHARGES	86 902 871	113 612 428
BENEFICE OU PERTE	420 992	-4 835 682

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2009

Dane-Elec Memory est cotée depuis 1997 à l'Euronext Paris (Eurolist compartiment C)

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Règlement 99-03 du CRC relatif au Plan Comptable Général réécrit.

Les chiffres sont exprimés en milliers d'euros.

1.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée normale d'utilisation.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

• Logiciels	1 an
• Installations générales et mobilier	10 ans
• Matériel et outillage	5 ans
• Matériel de transport	4 ans
• Matériel de bureau	5 ans

1.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation sont inscrits pour leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir et leur valeur d'utilité pour le Groupe.

Lorsque la valeur d'inventaire individuelle de ces participations devient inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

Sont comptabilisés en immobilisations financières les titres d'autocontrôle. L'achat par la société de ses propres actions est autorisée par l'assemblée générale ordinaire du 10 décembre 2004 et du 11 mai 2007, conformément à l'article L 225-209 et suivants du code de commerce.

La valeur nette des titres des sociétés Intervalle, Dane-Elec Corp. et Epos reflète leur valeur d'utilité :

- Intervalle s'appuie sur une valorisation d'un fonds de commerce estimé à 10% du chiffre d'affaires hors taxes et des litiges en cours (indemnités potentielles).
- Dane-Elec Corp. s'appuie sur des prévisions de cash flow.
- Epos, société technologique s'appuie sur les perspectives applicatives dans ses domaines de recherche et développement.

1.3 STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Une dépréciation est calculée à partir d'états de rotation, référence par référence, en tenant compte du prix de marché, des perspectives de vente et du risque lié à l'obsolescence.

1.4 CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes en euros sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte du risque net de non recouvrement, compte tenu de la partie non indemnisable par une police d'assurance crédit qui, de manière générale, couvre 90% des montants hors taxes déclarés.

1.5 CREANCES ET DETTE EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisés en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change.

Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en monnaie nationale précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires, en attente de régulations ultérieures :

- à l'actif du bilan lorsque la différence correspond à une perte latente,
- au passif du bilan lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les gains latents n'interviennent pas dans la formation du résultat.

Les pertes latentes entraînent en revanche, la constitution d'une provision pour pertes de change.

1.6 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées selon leur valeur liquidative en fin de période.

1.7 CONTRATS A TERME ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Opérations à terme sur les devises

Nature du risque

La société réalise des opérations commerciales libellées en devises, et à ce titre, est exposée au risque de variation des cours de change.

Ainsi, elle effectue des opérations de couverture à terme ou optionnelles auprès des établissements financiers afin que tout risque de change lié aux activités d'exploitation soit maîtrisé par la société dès l'enclenchement de l'opération sous-jacente.

La société s'interdit d'exploiter ses positions de change à des fins spéculatives.

1.8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que les événements en cours survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

2. FAITS MARQUANTS

Au cours de l'exercice, Dane-Elec Memory a fait jouer la clause de retour à meilleure fortune sur sa filiale Américaine et constaté ainsi un produit de 2.990 K\$ soit 2.085 K€, comptabilisé en résultat exceptionnel.

D'autre part les dotations effectuées pour couvrir les situations nettes négatives des filiales du groupe se sont élevées à hauteur de 2,3 M€ au titre de 2009 par rapport à 8,4 M€ au titre de 2008.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2006 à 2007 est actuellement en cours au sein de notre société.

Evénement postérieurs à la clôture :

L'activité commerciale de nos filiales Danoise et Anglaise fera l'objet d'une mise en sommeil au cours du premier semestre 2010.

Le Groupe a poursuivi courant 2010 des discussions avec ses partenaires financiers afin de pérenniser les moyens de financement de ses opérations et de son développement. Le Groupe considère que ces négociations devraient aboutir et a, en conséquence, préparé ses états financiers 2009 sous le principe de continuité de l'exploitation.

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 ACTIF IMMOBILISE

▪ Valeur brute

En K €	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Immobilisations Incorporelles	88	13		101
Immobilisations Corporelles				
Installations générales	98			98
Matériel et outillage	46	3		49
Matériel de transport	0			0
Mobiliers, matériels de bureau et informatiques	56	9		65
Immobilisations en cours	0			0
Avances et acomptes sur immobilisations	18	3	5	16
Sous-Total	218	15	5	228
Immobilisations Financières				
Participations	31 907			31 907
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	921			921
Titres d'autocontrôle	2 189			2 189
Prêts et autres	6 592	11	807	5 796
Sous-Total	41 609	11	807	40 813
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	41 915	39	812	41 142

La diminution des prêts de 807 k€ correspond principalement au remboursement du prêt De Corp. 663 K€ (soit 1 000 KUSD) et des différences de change constatées sur cette créance.

Au 31 décembre 2009, la société détient des titres d'autocontrôle pour 1 020 156 actions.

▪ Amortissements

En K €	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	83	11		94
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations générales	27	12		39
Matériel et outillage	39	5		44
Matériel de transport	0			0
Mobiliers, matériels de bureau et informatiques	23	21		44
SOUS TOTAL	89	38	0	127
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	172	49	0	221

3.2 STOCKS

En K €	31/12/2008	31/12/2009
VALEURS BRUTES		
Modules de mémoires	13 244	8 908
DEPRECIATIONS		
Modules de mémoires	991	1 178
TOTAL VALEUR NETTE	12 253	7 730

3.3 ETAT DES PROVISIONS

En K €	31/12/2008	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	31/12/2009
RISQUES ET CHARGES					
Provision pour risque de change	2 713	2 096		2 713	2 096
Risques divers	144	768		22	890
SOUS TOTAL	2 857	2 864	0	2 735	2 986
DEPRECIATIONS					
Dépréciation sur titres	8 419	216			8 635
Dépréciation sur prêts	0				0
Dépréciation sur titres d'autocontrôle	1 771	143		1 102	812
Dépréciation sur titres EPOS	0	95			95
Dépréciation sur créances	190	6	18		178
Dépréciation sur stocks	991	329	142		1 178
Dépréciation sur compte courant	13 981	2 340	244		16 077
SOUS TOTAL	25 352	3 129	404	1 102	26 975
TOTAL DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	28 209	5 993	404	3 837	29 961

Dépréciation des titres de participation :

Une dépréciation complémentaire sur les titres a été comptabilisée pour un montant de 216 K€, elle concerne :

DANE ELEC MIDDLE EAST (Dubai)	46 K€
DE MANUFACTURING	5 K€
IDEAPACK	165 K€

Dépréciations sur comptes courants :

Des dépréciations complémentaires pour un montant de 2 340 K€ ont été enregistrées sur les comptes courants pour les filiales suivantes:

ICN	1 K€
DANE ELEC ITALIA	202 K€
DANE ELEC SPAIN	135 K€
DANE ELEC LTD	369 K€
DANE ELEC BELGIUM	201 K€
DANE ELEC DANEMARK	352 K€
DANE ELEC ISRAEL	606 K€
DANE ELEC BV	357 K€
DANE ELEC MEMORY CHINA	117 K€

Des reprises ont été enregistrées pour un montant de 244 K€

DANE ELEC GMBH	8 K€
DANE ELEC MEMORY TAIWAN	236K€

Impact (net des charges encourues)

En K €	Dotations	Reprises
Résultat d'exploitation	2 955	425
Résultat financier	2 531	3 814
Résultat exceptionnel	506	
TOTAL	5 992	4 239

3.4 ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

En K €	Montant au 31/12/09	A un an au plus	A plus d'un an
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 986	0	7 986
ACTIF CIRCULANT			
Clients et comptes rattachés	9 100	9 093	7
Autres créances	29 951	29 951	
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF			
Charges constatées d'avance	48	48	
TOTAL CREANCES	47 085	39 092	7 993
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 046	12 546	1 500
Emprunts et dettes financières divers	10 766	10 436	330
Fournisseurs et comptes rattachés	5 137	5 137	
Dettes fiscales et sociales	822	822	
Autres dettes	176	176	
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF			
Produits constatés d'avance	21	21	
TOTAL DETTES	30 968	29 138	1 830

3.5 DISPONIBILITES

En K€	31/12/2008	31/12/2009
Comptes courants bancaires	683	4 303
TOTAL DES DISPONIBILITES	683	4 303

3.6 DETTES FINANCIERES

En K€	31/12/2009	A un an au plus	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 046	12 546	1 500	
Emprunt divers - Région Picardie	255	60	195	0
Oséo	135		135	
Comptes courants des filiales	10 207	10 207		
Comptes courants des associés	169	169	0	
TOTAL	24 812	22 982	1 830	0

Suite à une renégociation, fin 2008, avec nos banques, certaines lignes de nos découverts bancaires Natixis et Caisse d'Epargne ont été reclassés en emprunts à moyen terme pour un total de 6,5 millions d'euros. Ces emprunts sont libellés en euros à des taux court terme basés sur l'indice Euribor 1 mois + 0,8% à hauteur de 5 million d'euros et Euribor 1 mois +1% à hauteur de 1,5 millions d'euros à échéance du 30 juin 2011.

Une renégociation de nos concours bancaires avec LCL et HSBC est en cours.

La région Picardie nous a accordé un prêt de 300 K€ à taux zéro en février 2008. Ce prêt est remboursable sur 6 ans par annuités constantes et avec un différé de remboursement d'un an. Le remboursement effectué au cours de l'année est de 45 K€.

Les concours bancaires à moins d'un an à l'origine sont libellés en euros à des taux court terme variables basés sur l'indice EONIA JJ +0,80 % et Euribor 3 mois + 0,70.

La société assure une politique de couverture sur le risque de taux, à partir du moment où celle ci estime qu'elle est nécessaire.

3.7 FILIALES ET PARTICIPATION

▪ Liste des filiales et participations

EN K€	INFORMATIONS FINANCIERES AU 31/12/2009				
Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur excède 1% du capital de la société astreinte à la publication	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenue	Chiffre d'affaires Comptes sociaux	Résultat net
FILIALES (détenues à plus de 50%)					
Dane Elec SA, Bagnolet, France	1 583	2 806	99,99%	36 527	-297
Dane Elec LTD, Surrey, ROYAUME-UNIS	226	-1 889	99,80%	4 298	275
Dane Elec Belgium bv, Bruxelles, BELGIQUE	62	-533	99,84%	4 427	-202
Dane Elec GmbH, Munich, ALLEMAGNE	26	-1 865	96,00%	0	-66
Dane Memories, Ijssel, PAYS-BAS	90	-3 550	99,99%	6 262	-298
Intervalle SA, Bagnolet, France	1 339	699	99,85%	8 207	-370
Dane Elec DK, Copenhagen, DANEMARK	27	-669	99,00%	2 359	-358
Dane Elec Italia SRL, Rome, Italie	10	-700	100,00%	-43	-202
Dane Elec Développement SARL, Bagnolet, FRANCE	8	-5	99,60%	475	0
Dane-Elec Manufacturing, Galway, IRLANDE	300	5 610	99,80%	29 360	1 705
Dane Elec Corp., Irvine, USA	12 496	1 393	100,00%	108 801	47
Dane Elec Memory Asia LTD, Hong Kong	0	423	98,00%	2 138	168
Dane Elec Memory Taiwan Company, TAIWAN	22	-21	100,00%	12 790	225
Dane Elec Memory China Company LTD, CHINE	297	-414	100,00%	30	-121
Dane Elec Spain, Espagne	3	-2 860	97,42%	13 561	-209
Dane Elec Israël,	0	-1 604	98,00%	988	-670
IDEAPACK SAS, MARLE	349	86	100,00%	1 387	10
ICN, Bagnolet, France	38	-2 961	70,00%	0	-1
Dane Elec Middle East FZE, DUBAI	189	-159	100,00%	779	-45
PARTICIPATIONS (détenues entre 10 et 50%)					
SCI DANE, Bagnolet, France	0,3	63	10,00%	144	62
SCI DANE 2, Bagnolet, France	0,3	69	10,00%	118	67

Filiales (détenues à plus de 50%) En K€	Valeur comptable brute des titres	Valeur comptable nette des titres	Montant brut des prêts accordés	Montant net des prêts accordés
Dane Elec SA, Bagnolet, France	1 608	1 608		
Dane Elec LTD, ROYAUME-UNIS	253	0	2 387	725
Dane Elec N.V., Belgique	59	0	1 649	1 179
Dane Elec GmbH, Allemagne	25	0	1 850	85
Dane 6elec APS, PAYS-BAS	957	0	4 329	871
Intervalle SA, Bagnolet, France	3 758	3 758		0
Dane Elec DK, DANEMARK	44	0	943	307
Dane Elec Italia SPL, Italie	10	0	733	43
Dane Elec Dév. SARL, Bagnolet, FRANCE	8	3	145	145
Dane-Elec Manufacturing, IRLANDE	398	398	0	0
Dane Elec Corp., USA	23 661	17 039	3 260	3 260
ICN, Bagnolet, France	27	0	2 924	0
Dane Elec Memory China LTD, CHINE	299	0	126	9
Dane Elec Spain, Espagne	3	0	7 597	4 814
Ideapack SAS, Marle, France	600	435	139	139
Dane Elec Memory Taiwan company, TAIWAN	24	0	203	203
Dane Elec Middle East, FZE, Dubaï, EAU	172	30	78	78
Dane Elec Israël			1 913	341
TOTAL	31 906	23 271	28 276	12 199

- **Éléments concernant les entreprises liées et les participations**

2009 POSTES	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES - en K€	
	Liées	Avec lesquelles la société à un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-
Participations	31 906	921
Créances rattachées à des participations	-	-
Prêts	5 761	-
Avances et acomptes versés	-	-
Créances clients et comptes rattachés	8 600	-
Autres créances	28 276	46
Charges constatées d'avance	0	-
Capital souscrit appelé non versé	-	-
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès Ets Crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	10 207	169
Avances et acomptes reçus	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 030	-
Dettes sur immo. et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	0	-
Produits de participation	-	-
Autres produits financiers	1 627	12
Charges financières	1 277	-
Charges exceptionnelles	-	-

Parties liées

Comptes courants financiers

Le solde créditeur des comptes courants des sociétés financières NB et DH s'est élevé à 147 527 euros au 31 décembre 2009.

3.8 CAPITAUX PROPRES

- **Variation des capitaux propres**

En K€	31/12/2008	Augmentation	Diminution	31/12/2009
Capital	8 179			8 179
Primes d'émission	15 287			15 287
Réserve légale	795			795
Réserve des plus-values à long terme	0			0
Autres réserves	10			10
Report à nouveau	14 000	-4 836		9 164
Résultat	-4 836	421	4 836	421
TOTAL CAPITAUX PROPRES	33 435	-4 415	4 836	33 856

- **Composition du capital social**

Le capital social est composé de 25 559 433 actions d'une valeur nominale de 0,32 euros chacune.

3.9 AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

En K Euros	31/12/2008	31/12/2009
Produits à recevoir :		
Clients - Factures à établir	115	29
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	62	49
État - Crédit d'impôt recherche	367	344
État - Carry Back	2 189	0
État - Crédit d'impôt apprentissage	3	4
État - taxe professionnelle	35	0
TOTAL	2 771	426
Charges à payer :		
Banque - Intérêts courus	115	35
Comptes courants - Intérêts courus	9	0
Fournisseurs - Factures non parvenues	1 165	660
Dettes fiscales et sociales	1 187	822
Clients - Avoirs à établir	7	0
TOTAL	2 483	1 517
Charges constatées d'avance :	42	48
Produits constatés d'avance :	0	21

3.10 ENGAGEMENTS HORS BILAN

▪ Engagements financiers

Engagements donnés :

En K€	Au profit de	Montant des engagements par période			
		Total	-1 an	de 1 à 5 ans	+5 ans
LETTRE DE GARANTIE Garantie en faveur de l'attribution de la licence pour distribution de MP3	Audio MPEG ; Sisvel	150K\$		150K\$	
CAUTIONS INTERCOMPAGNIES PLAFONNEES					
Dane Elec Memory Asia	Fournisseurs	300 K\$	300 K\$		
Dane Elec Memory China	Fournisseurs	500 K\$	500 K\$		
Intervalle	Fournisseurs	5 600 K\$	5 600 K\$		
Intervalle	Fournisseurs	50 K€	50 K€		
Dane Elec Asia	Fournisseurs	300 K\$	300 K\$		
Dane Elec Elec BV	Fournisseurs	300 K\$	300 K\$		
CAUTION BANCAIRE					
Caution SCI Dane 2		610K€	610K€		

La société ne disposait pas d'achats à terme en cours au 31 décembre 2009.

Engagements donnés auprès des filiales :

Montants en K€

Abandon de créance avec retour à meilleure fortune	2 632	Dane-Elec GmbH
Abandon de créance avec retour à meilleure fortune	890	Dane-Elec BV
Abandon de créance avec retour à meilleure fortune	3 859	Dane-Elec Limited soit 2 400KGBP

▪ Effets escomptés non échus

Il n'y a pas d'effets escomptés non échus au 31/12/09.

• Engagements en matière de crédit-bail

Au 31 décembre 2009 la société ne dispose plus d'aucun contrat de crédit bail sur véhicules.

Engagements de retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont comptabilisés uniquement dans les comptes consolidés. La société a souscrit un contrat de régime à prestation définie, la somme versée et comptabilisée est de 11 K€. Il reste la somme de 14 K€ à considérer comme étant un engagement hors bilan.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- table de mortalité : TF00-02
- taux d'actualisation : 4%
- taux d'évolution des salaires : 2%
- Age théorique de départ : 65 ans
- Taux de turnover : 5%

▪ Le Droit Individuel de Formation (DIF)

Le droit individuel à la formation permet aux salariés sous contrat à durée indéterminée – à temps plein ou à temps partiel- ou sous contrat à durée déterminée d'acquérir des heures de formation par année civile, et ce, au prorata temporis du temps de présence.

Pour l'année 2004, les salariés justifiant d'un an d'ancienneté à la date du 6 mai 2004 bénéficient d'un droit individuel de 14 heures.

A compter de l'année 2005 et pour les années civiles suivantes, le droit individuel de 21 heures s'acquiert sur l'année civile.

Au 31 décembre 2009, le nombre d'heures de DIF acquis est de 1664 heures.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Par zone géographique :

En K Euros	2008	2009
France	33 456	30 067
Union Européenne (Hors France)	59 767	38 100
États-Unis	199	954
Reste du monde	2 456	6 654
Total chiffre d'affaires net	95 878	75 775

4.2 RESULTAT FINANCIER

en K €	2008	2009
Produits financiers		
Revenues des participations	63	12
Produits d'intérêts sur prêts interco.	178	506
Produits d'intérêts sur comptes courants interco.	731	371
Autres intérêts	17	0
Escomptes obtenus	87	17
Revenu des VMP	12	0
Gains de change	2 436	1 563
Reprises sur provisions risques et charges financières	5 574	3 814
Total des produits financiers	9 098	6 283
Charges financières		
Charges d'Intérêts sur comptes courants interco.	406	265
Charges d'Intérêts sur comptes courants bancaires	717	257
Escomptes accordés		
Pertes de changes	2 741	2 209
Pertes sur cessions de VMP	5	0
Dotations sur provisions risques et charges financières	4 480	2 532
Total des charges financières	8 349	5 263

4.3 IMPOT SUR LES BENEFICES

▪ Ventilation

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre éléments courants et exceptionnels se décompose comme suit :

En K €	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
Résultat courant	-1 491	355	-1 136
Résultat exceptionnel (1)	1 557	0	1 557
Résultat avant et après impôt	66		421

(1) dont retour à meilleur fortune sur Dane Corp. à hauteur de 2085 K€

L'impôt créditeur qui s'élève à 355 K€ se décompose comme suit :

Crédit d'impôt recherche	345 K€
Crédit d'impôt apprentissage	4 K€
Impôt des filiales intégrées	6 K€

Au titre des investissements réalisés par la société dans le domaine de la recherche et du développement, la société a enregistré dans ses comptes un produit de CIR de 345K€ qu'elle compte percevoir courant 2010.

▪ Situation fiscale latente

(en K €, avec IS à 33,33 %)

Allègements de la dette future d'impôt :

Organic	18
Écarts de conversion passif	180
Total	198

▪ Intégration Fiscale

La société est en intégration fiscale avec ses quatre filiales DANE-ELEC SA, DANE-ELEC Développement SARL, Intervalle SA et Idéapack SAS.

Les conventions d'intégration fiscale appliquées dans le groupe précisent que le principe retenu est celui de la neutralité. En conséquence, chaque société du groupe DANE ELEC MEMORY, mentionnée ci-dessus, a comptabilisé une charge d'impôt analogue à celle qu'elle aurait constatée si elle n'avait pas été intégrée.

La société établit des comptes consolidés en conformité aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1 VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN

Salariés	2008	2009
Cadres	23	21
Employés	13	18
TOTAL	36	39

5.2 OPTIONS DE SOUSCRIPTION

▪ Options de souscription d'actions

Par décision du Conseil d'Administration du 15 octobre 2002, suivant l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du même jour, la société a mis en place un deuxième plan d'options de souscription d'actions aux salariés du groupe. Ce plan a expiré depuis le 2 janvier 2009.

Aucune nouvelle option n'a été consentie durant l'exercice.

Aucune option n'a été attribuée aux mandataires sociaux.

Date d'assemblée	Plan 15-oct-02
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31/12/07	43 850
Point de départ d'exercice des options	02-janv-07
Date d'expiration	02-janv-09
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2008	0
Options de souscription d'actions annulées durant l'exercice	0
Options de souscription d'actions restantes	0

▪ ABSAR

La société Dane-Elec Memory a procédé à une émission d'actions à bons de souscription d'actions remboursables (ABSAR) le 14 juin 2006. Un total de 2 019 006 ABSAR a été émis à un prix unitaire de 3.95. Les bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) peuvent être exercés à tout moment jusqu'au 11 juillet 2013 inclus. Deux BSAR donnent droit de recevoir une action nouvelle au prix d'exercice de 5,13 €.

Nombre de BSAR émis	2 019 006
Nombre de BSAR exercés en 2006	240
Nombre de BSAR exercés en 2007	60
Nombre de BSAR exercés en 2008	0
Nombre de BSAR exercés en 2009	0
Nombre de BSAR restant	2 018 706

2 018 706 BSAR, instruments de capitaux propres, restent en circulation. Ils donnent droit à leurs détenteurs de souscrire 1 009 353 actions nouvelles.

5.3 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

Conformément à l'article L 225.43 du Code de Commerce, aucun crédit n'a été alloué aux deux dirigeants de la société. Les rémunérations des dirigeants se sont élevées à un montant brut total de 621 147 € au 31 décembre 2009, dont aucune part variable, avantages en nature 9 147 €

Pour l'exercice 2008, les rémunérations des dirigeants étaient de 893 279 € dont part variable 164 132 €, avantages en nature 9 147 €.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

le contrôle des comptes annuels de la société Dane-Elec Memory, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 2 de l'annexe.

II. Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement. La crise sectorielle de l'industrie des semi-conducteurs et la dégradation de la consommation ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce.

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe relative aux immobilisations financières, les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. A la fin de l'exercice, une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte notamment des perspectives d'avenir et de la valeur d'utilité pour le groupe. Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société et avons vérifié, par sondages, leur application. Sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ont également consisté à apprécier les données et les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de participation ainsi que des dépréciations éventuelles. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

La note 1.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Par ailleurs, nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues pour la dépréciation des stocks et revu les calculs effectués par la société. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 14 juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

Olivier MARION

ERNST & YOUNG Audit

Nathalie Cordebar

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions sur les engagements réglementées
Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Absence d'avis de convention et d'engagement

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Les conventions sont présentées dans les tableaux ci-après :

Sociétés concernées	Nature, objet et modalités des conventions
Dane-Elec Manufacturing	Prêt de K€3.331 accordé à la filiale, sans intérêts ni échéance. Toutefois, des intérêts ont été comptabilisés à hauteur de €478.084 pour les exercices 2006 à 2009.
Société Financière NB, S.A.R.L.	Convention de compte courant rémunéré au taux maximum des intérêts déductibles payables annuellement à terme échu Intérêts comptabilisés en charges au cours de l'exercice : €0
Société Financière DH, S.A.R.L.	Convention de compte courant rémunéré au taux maximum des intérêts déductibles payables annuellement à terme échu Intérêts comptabilisés en produits au cours de l'exercice : €0
S.C.I. Dane 1	Convention de location simple. Bail commercial de neuf ans contracté le 1 ^{er} janvier 2007. Montant comptabilisé au titre de l'exercice 2009 : €30.139
S.C.I. Dane 2	Convention de location simple. Bail commercial de trois ans contracté le 1 ^{er} janvier 2007. Montant comptabilisé au titre de l'exercice 2009 : €53.667
S.C.I. Dane 2	Caution solidaire de la S.C.I. Dane 2, crédit preneur d'un crédit-bail d'un montant de €609.796 en principal, tous intérêts, frais et accessoires s'ajoutant à cette somme

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 14 juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

Olivier MARION

ERNST & YOUNG Audit

Nathalie Cordebar

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Dane-Elec Memory
Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Dane-Elec Memory et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Boulogne-Billancourt et Paris-La Défense, le 14 juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

Olivier MARION

ERNST & YOUNG Audit

Nathalie Cordebar

4. Organes d'Administration et de Direction de Dane-Elec Memory

Mandataires sociaux

Président Directeur Général: Monsieur David HACCOUN

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur et Directeur Général Délégué de DANE-ELEC S.A.
Président Directeur Général d'INTERVALLE S.A.
Gérant de DANE-ELEC DEVELOPPEMENT SARL
Président IDEAPACK, SAS
Gérant de FINANCIERE D.H. SARL
Cogérant de la SCI DANE et de la SCI DANE 2
Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.
Directeur de DANE-ELEC LIMITED
Gérant de DANE-ELEC GmbH
Gérant de DANE-ELEC MEMORIES BV
Directeur de DANE-ELEC ApS
Directeur de DANE-ELEC MANUFACTURING
Vice-Président de DANE-ELEC Corp. USA
Directeur de DANE-ELEC MEMORY ASIA LIMITED
Directeur de SKILLTECH LIMITED
Directeur de DANE-ELEC ISRAEL
Président du Conseil d'Administration et Administrateur de DANE-ELEC MEMORY CHINA COMPANY LIMITED
Directeur de DANE-ELEC MEMORY TAIWAN COMPANY,
Administrateur de DANE-ELEC SPAIN
Administrateur de DANE ELEC MIDDLE EAST FZE

Administrateur et Directeur Général Délégué : Monsieur Nessim BODOKH

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Président Directeur Général de DANE-ELEC S.A.
Administrateur d'INTERVALLE S.A.
Gérant de FINANCIERE N.B. SARL
Gérant d'INTERNET COMMERCE NETWORK SARL
Cogérant de la SCI DANE et de la SCI DANE 2
Directeur de DANE-ELEC MANUFACTURING
Président de DANE-ELEC Corp. USA
Administrateur Unique de DANE-ELEC ITALIA SRL
Directeur de DANE-ELEC MEMORY ASIA LIMITED
Directeur de SKILLTECH LIMITED
Directeur de DANE-ELEC ISRAEL
Administrateur de DANE-ELEC MEMORY CHINA COMPANY LIMITED
Directeur de DANE-ELEC MEMORY TAIWAN COMPANY
Administrateur de DANE-ELEC SPAIN
Administrateur de DANE ELEC MIDDLE EAST FZE

Administrateur: Madame Karine STIOUI

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur de DANE-ELEC S.A.

Représentant permanent de DANE-ELEC MEMORY au Conseil d'administration d'INTERVALLE

Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.

Administrateur : Madame Dominique BEN ITAH

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur de DANE-ELEC S.A.

Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.



Siège social

149/165 avenue Galliéni - 93170 Bagnolet - FRANCE
Tél. : +33 1 49 72 81 81 - Fax. : +33 1 49 72 81 99
RCS : Bobigny - N° B 33 087 997 - Code NAF : 4652 Z
www.dane-elec.com - www.danedigital.com

EUROPE

• BELGIQUE

Dane-Elec /N.V.
Avenue des saions 110-112
1050 Bruxelles
Belgique
Tél : +32 2 216 71 27
Fax : +32 2 216 68 71

• DANEMARK

Dane-Elec ApS
Bernhard Bangs Alle 39
2000 Frederiksberg
Danemark
Tél: +45 70 22 40 50
Fax: +45 70 22 40 51

• ESPAGNE / ITALIE

Dane-Elec Spain
Via Augusta, 13-15
Despacho 601, Planta 6a
08006 Barcelone
Tél: +34 93 306 34 21
Fax: +34 93 306 34 64

• IRLANDE

Dane-Elec Manufacturing
Spiddal Industrial Estate
Spiddal, Galway
Irlande
Tél: +353 91 55 3000
Fax: +353 91 55 3050

• PAYS-BAS

Dane-Elec BV
Vlierbaan 34
2908 LR Cappelle aan den IJssel
Pays-Bas
Tél: +31 10 451 22 55
Fax: +31 10 451 12 38

• ROYAUME-UNI

Dane-Elec Limited
Oaks House
12-22 West Street – Epsom
Surrey, KT18 7RG
Royaume-Uni
Tél: +44 1372 737 330
Fax: +44 1372 737 359

FRANCE

• Dane-Elec Memory

149/165 avenue Galliéni
93170 Bagnolet
France
Tél : +33 1 49 72 81 81
Fax : +33 1 49 72 81 99

• Dane-elec S.A.

149/165 avenue Galliéni
93170 Bagnolet
France
Tél : +33 1 49 72 81 81
Fax : +33 1 49 72 81 99

• Dane-Elec Développement

149/165 avenue Galliéni
93170 Bagnolet
France
Tél : +33 1 49 72 81 81
Fax : +33 1 49 72 81 99

• Intervalle

149/165 avenue Galliéni
93170 Bagnolet
France
Tél : +33 1 49 72 81 81
Fax : +33 1 49 72 81 99

• Ideapack

Rue de la Prayette
02250 Marle
France
Tél : +33 3 23 21 74 40
Fax : +33 3 23 21 74 41

AMERIQUE

• USA

Dane-Elec Corporation
15770 Laguna Canyon Road, #100
Irvine, California 92618
USA
Tél:(888) 451-3263 (depuis les USA)
Tél : +1 949 450 2900
Fax : +1 949 727 9083

ASIE

• CHINE

Dane-Elec Memory China Company
14E, 360 South Pudong Rd
Shangai 200120
Chine
Tél: +86 21 51 094 080
Fax: +86 21 688 62 758

• TAIWAN

Dane-Elec Memory Taiwan Company
5F, N°102 Zhouzi Street
Nei-Hu District
Tapei
Taiwan

• HONG KONG

Dane-Elec Memory Asia Ltd
Rm 3713, The Center
99 Queens's Road Central
Hong Kong

MOYEN-ORIENT

• Dubaï

Dane-Elec Middle East FZE
Office N° 2608
26th Floor, Jafza View 18
Jebel Ali Fre Zone Authority - Dubaï
EMIRATS ARABES UNIS

• Israël

27 Habarzel Street
69710 Tel Aviv
Israël
Tél: +972 3 7694 711
Fax: +972 3 6444 489

• Turquie

Sulakcesme Sok. Geyik Apt. N° 3/7
Gumussuyu-Beyoglu
34437 Istanbul
Tél : +90 212 292 06 38
Fax : +90 212 292 06 35